

## La structure de l'apartheid mondial et le combat pour la démocratie mondiale

No. 25, 2003

---

- [Introduction](#)  
– par Arjun Makhijani
  - [La structure de l'apartheid mondial et le combat pour la démocratie mondiale](#)  
– par Arjun Makhijani
  - [L'impérialisme monétaire des Etats-Unis et la guerre en Irak](#)  
– par Arjun Makhijani
  - [Capitalisme et liberté : Une critique des thèses de Milton Friedman](#)  
– par Arjun Makhijani
- 

### Introduction

to Science for Democratic Action volume 11 number 3, Special Issue on Global Democracy

June 2003

Energie et Sécurité limite généralement à traiter de sujets tels que les armes nucléaires, l'environnement, le climat, l'énergie et l'eau. Ce numéro spécial est consacré à la structure de l'économie globale/mondiale et de la société. Les liens sont nombreux. Dans notre monde, quelques centaines de personnes possèdent une richesse supérieure aux deux milliards les plus pauvres. Maintenir de telles inégalités amène à faire fréquemment appel à la menace ou à l'utilisation de violence aux niveaux local et mondial. Les armes nucléaires, le pétrole et les guerres mondiales ont participé à cette équation. Le bombardement de Pearl Harbor a été partiellement le résultat d'un affrontement entre la détermination des impérialistes japonais cherchant à mettre la main sur le pétrole indonésien, et celle des Etats-Unis cherchant à les arrêter. Deux mois avant le coup d'Etat au Guatemala de 1954, financé par la CIA, le gouvernement américain a mis en état d'alerte des bombardiers nucléaires et les a envoyés au Nicaragua.

L'impérialisme revient à la mode, une fois encore au nom de la liberté. Mais les idées de la liberté qui caractérisent la vision de gens comme, par exemple, Winston Churchill ou d'autres impérialistes sont

très différentes de celles de Tom Paine, du Mahatma Gandhi ou de Martin Luther King Jr. C'est chez ces derniers que nous trouverons la source d'inspiration dont nous avons un besoin urgent pour remettre le monde sur la voie de la démocratie et de la paix, particulièrement après la tragédie violente du 11 septembre 2001 et les guerres qui ont suivi.

Je présente cette analyse aux lecteurs d'E&S avec moins d'assurance que de coutume que tout est bien calé et défini. Lisa Ledwidge, Directrice de la diffusion de l'IEER, et moi-même vous invitons à nous faire part de vos réactions et commentaires. Nous publierons une sélection de ces réponses (éventuellement des extraits pour des questions pratiques) de façon à engager un dialogue.

Je tiens à exprimer ma reconnaissance au CS Fund pour la généreuse dotation qui a été accordée au projet de l'IEER sur l'économie mondiale, dont ce numéro spécial fait partie. Sriram Gopal a fait un extraordinaire travail de recherche de données sur la démographie, l'alimentation et les salaires, et pour produire les graphiques des pages centrales. Comme toujours, Lois Chalmers, a veillé à la qualité de la bibliographie. Je dédie cette publication à mon ami et mentor, le regretté W.H. Ferry, qui m'a fortement encouragé à écrire sur ces questions.

-- Arjun Makhijani

---

## **La structure de l'apartheid mondial et le combat pour la démocratie mondiale**

Par Arjun Makhijani<sup>1</sup>

---

*Nous sommes en train d'offrir une place à l'intérieur de notre gouvernement aux forces du mal, aux forces de l'antéchrist. Je parle de l'ANC (Congrès national africain).*

-- Dominee (Révérend) Pieter Nel, ministre Afrikaner, en 1992

*Monsieur le Président, l'époque nous incite à la franchise. Les Philippines sont à nous pour toujours : il s'agit d'un « territoire appartenant aux Etats-Unis » comme les qualifie la Constitution. Et juste au-delà des Philippines, il y a les marchés illimités de la Chine... Nous ne renoncerons pas à jouer notre rôle dans la mission de notre race, de gestionnaire, sous l'autorité de Dieu, de la civilisation mondiale. Et nous nous attellerons à notre tâche avec gratitude pour une œuvre à la hauteur de nos forces et en remerciant Dieu tout-puissant de nous avoir désignés comme Son peuple élu, nous donnant par la même la responsabilité de la régénération du monde.*

...

*La Déclaration [d'Indépendance] ne s'applique qu'aux peuples capables de se gouverner par eux-mêmes. Comment un homme peut-il pervertir une expression désignant le petit cercle des peuples qui se gouvernent par eux-mêmes en l'appliquant à une race d'enfants de la barbarie malaise, éduquée aux méthodes et idées espagnoles ? Et vous qui dites que la Déclaration s'applique à tous les hommes, comment osez-vous dénier ce droit aux Indiens*

*d'Amérique ? Et si vous le refusez aux Indiens chez nous, comment osez-vous l'accorder aux Malais à l'étranger ?*

-- Sénateur Albert J. Beveridge, au Sénat des Etats-Unis, 9 janvier 1900

La douzaine d'années qui s'est écoulée depuis le déclin de l'affrontement américano-soviétique a vu s'évanouir pour des millions de personnes les espoirs d'une nouvelle aube de liberté et d'égalité dans le monde, du fait d'un processus de mondialisation qui a placé les intérêts des entreprises et du capital avant ceux des peuples. Les inégalités à l'intérieur et entre les pays sont immenses, la richesse de quelques centaines de personnes dépasse celle des deux milliards les plus pauvres. Il est révélateur que les règles de l'Organisation mondiale du commerce, créée en 1995, prévoient qu'un pays puisse protéger ses industries militaires au titre de la sécurité nationale mais ne puisse pas protéger ses ressources en eau au titre des éléments essentiels à la vie.

En réponse à des perspectives qui s'assombrissent, de nouvelles formes de solidarité émergent dans le monde entier et entre les nations. Des populations se soulèvent pour protéger leurs ressources en eau, comme par exemple en Bolivie, contre la Société Bechtel dont les ventes représentent deux fois le produit national brut de ce pays. Bechtel a engagé une action juridique contre la Bolivie après que cette dernière ait annulé un contrat de privatisation de l'eau. Mais la Bolivie a trouvé un appui là où elle ne s'y attendait pas. Le premier juillet 2002, le Conseil des superviseurs de la ville de San Francisco, où est situé le siège de Bechtel, a voté une motion de solidarité avec le peuple bolivien et a demandé à Bechtel d'abandonner son action.<sup>2</sup> Lentement et d'une marche hésitante, un combat pour la démocratie mondiale et la survie, s'opposant à une globalisation militariste dominée par les sociétés privées, est en train d'émerger.

Les inégalités au niveau mondial et la répression qu'elles nécessitent pour être maintenues, sont de plus de plus comparées à l'apartheid sud-africain agissant à une échelle mondiale, c'est-à-dire à un apartheid mondial. Comme le souligne Richard Falk dans son analyse de la mondialisation, les faits sont tellement éloquentes que cette analogie s'est imposée même à des penseurs de la classe dirigeante.

Thomas Schelling, un notable de longue date, de par son rôle de penseur de la stratégie militaire, qui a influencé l'opinion de la communauté des experts américains dans les années formatrices de la guerre froide, se pose la question de savoir à quel modèle d'autorité étatique pourraient « ressembler les balbutiements d'un Etat mondial. »

La réponse de Schelling, qu'il trouve lui-même « ahurissante et déprimante » est qu'un Etat mondial dans les conditions actuelles ressemblerait à l'Afrique du Sud sous l'apartheid. Mais les unités politiques du système mondial sont des Etats, qui ont des

nationalités dominantes, dont la place dans le dispositif mondial est analogue à celle des Blancs dans l'apartheid sud-africain. Dans ce système, les frontières sont des instruments de ségrégation. Le combat pour la démocratie, dans une société mondiale, constitue donc pour l'essentiel, l'équivalent, au niveau mondial, de la lutte pour les droits civils et la fin de la ségrégation.

La période écoulée depuis la chute du mur de Berlin a vu l'intensification d'une mondialisation économique dominée par les intérêts des sociétés privées, notamment la création d'une nouvelle structure supranationale, l'Organisation mondiale du commerce, venue compléter la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI). Cette évolution récente a renforcé la domination des capitaux multinationaux sur les peuples. Des restrictions croissantes ont été imposées, limitant la mobilité de la grande majorité des peuples du monde. Un sentiment d'opposition à l'immigration s'est développé et des lois draconiennes contre les immigrants, en situation illégale ou non, ont été votées, alors même que les grandes puissances occidentales demandent aux pays du Tiers Monde de s'ouvrir aux capitaux et aux services occidentaux. Les murs à l'intérieur de l'Union européenne se sont écroulés *dans le cadre du même processus* que celui qui a vu les murs la préservant de la plupart des peuples du Tiers Monde s'élever et devenir plus meurtriers

Cette dynamique est caractéristique de l'idée de liberté défendue par l'apartheid, une liberté exclusive réservée à une petite minorité. Les Afrikaners, fervents partisans de l'apartheid, comme Dominee Nel, les Américains d'origine européenne qui, sous couvert de la "Destinée Manifeste", ont revendiqué le droit divin d'occuper le continent nord-américain et de conquérir, enfermer ou tuer ceux qui leur faisaient obstacle (les Amérindiens et les Mexicains), et les positions du Sénateur Beveridge qui ont élargi l'application de ces idées au-delà des océans, sont tous des illustrations de l'école idéologique qui veut que la liberté soit divisible et basée sur l'exclusion. L'absence présumée d'une chose quelconque, comme l'aptitude, la civilisation, la modernité, le christianisme, le déficit intellectuel supposé dû à la taille des cerveaux ou des crânes (un argument également appliqué aux femmes au cours de la deuxième moitié du dix-neuvième siècle), la possession ou l'excès de quelque chose (comme la mélanine), ou sa trop faible présence (comme la technologie), suffisent à justifier conquêtes, exploitation et même génocide. En d'autres termes, ce concept de liberté est basé sur une inégalité pour laquelle diverses sanctions terrestres ou divines ont été inventées. Il génère le choix, la prospérité et la mobilité pour quelques-uns, au prix de leur limitation ou de leur réduction pour d'autres, avec un semblant de justification logique et de morale. Nous pourrions appeler ceci la liberté selon l'école de l'apartheid. Une autre caractéristique de cette école que ces privilégiés avancent souvent est l'argument selon lequel cette prérogative de liberté par l'exclusion est en réalité pour le bénéfice de ceux qu'ils dominent, ils leur apportent la démocratie, la

technologie, la modernité (souvent symbolisées d'une manière révélatrice non pas par la science ou la rationalité mais par McDonald et Coca-Cola) pour lesquels cette petite minorité a fait de grands sacrifices (« le fardeau de l'Homme Blanc », « l'aide extérieure », etc.).

La base de l'argumentation est aussi ancienne que l'esclavage lui-même, à travers cultures et civilisations. Aristote soutenait et justifiait logiquement l'esclavage. Tout comme Saint Augustin, qui a apporté la caution de la doctrine chrétienne aux prérogatives du maître esclavagiste de posséder, dominer et punir les esclaves. Dans son œuvre monumentale, *De la Cité de Dieu contre les païens*, une des œuvres philosophico-théologiques fondatrices du christianisme institutionnel, il soutint que l'esclave est puni de ses péchés antérieurs dans le cadre d'un projet divin. Il doit donc se soumettre au maître esclavagiste, le *paterfamilias* qui, participant au même projet, a le *devoir* d'infliger une punition à l'esclave durant son existence terrestre. Dieu s'occuperait de chacun équitablement, selon ses mérites (notamment l'obéissance), après sa mort.<sup>3</sup> Cette doctrine est remarquablement similaire à celle qui a été (et est encore) utilisée à travers les cultures et les âges pour soumettre les femmes aux pères dans leur foyer. Une autre analogie peut être trouvée dans la soumission des *Dalits* en Inde, ceux qu'on appelle « Intouchables » dans la hiérarchie hindoue, relégués à l'échelon le plus bas de la vie économique et sociale par les castes supérieures.

Quelque soit le type d'apartheid, qu'il soit local ou mondial, l'argument central est l'affirmation d'un pouvoir par les privilégiés, sous prétexte de supériorité, dans le but global de préserver des avantages économiques inégaux, souvent accompagné d'une justification logique selon laquelle, après tout, tout ceci est fait pour le bien de ceux qui sont dominés. Un tel privilège ne peut être maintenu pendant longtemps sans la menace de la violence et son utilisation effective, l'intimidation et la peur qui créent l'exclusion en fonction de la race, la caste, la nationalité ou le sexe. Dans la mesure où les Etats-Unis président maintenant à la perpétuation d'un apartheid global, il est important d'examiner la spécificité du contexte historique des Etats-Unis. (Cela ne veut pas dire qu'une autre puissance, au nom d'une autre religion ou idéologie, ferait mieux. Des nombreuses preuves passées et présentes montrent que tel ne serait pas le cas.)

### **La destinée manifeste**

Ce fut à l'époque d'Andrew Jackson que la ferveur visant à l'appropriation des terres au nom de Dieu, du christianisme et de la civilisation, qui devait bientôt être connue sous le nom de « destinée manifeste », a atteint un paroxysme, apportant au nationalisme américain l'expression militariste et messianique plus étendue qui prévaut particulièrement actuellement. En fait, l'utilisation du terme « nation » pour

décrire les Etats-Unis est devenu populaire parmi les nordistes au cours des beaux jours de la Destinée manifeste, comme un euphémisme pour l'expansion à l'Ouest des seuls Blancs au détriment des peuples autochtones. A la même époque le « fédéralisme » est devenu l'euphémisme pour désigner l'affirmation par les sudistes de leurs prérogatives de propriété des esclaves au détriment des Américains d'origine africaine. La démocratie jacksonienne a élargi le droit de vote aux hommes blancs sans tenir compte de leur fortune, mais le fit en empruntant des chemins couverts de larmes, de sang et de traités désavoués.

C'était une époque où les colons européens étaient terrorisés à l'idée de la violence des Amérindiens, tout comme les propriétaires d'esclaves sudistes, inquiets de la révolution haïtienne, étaient terrorisés par l'idée d'une révolte des esclaves. Et ces deux types de violence ont existé, avec parfois une terrible férocité vis-à-vis des innocents. La petite armée d'esclaves révoltés de Nat Turner, qui aspirait à la liberté, n'a pas seulement tué les hommes propriétaires d'esclaves mais aussi des femmes et des enfants, au cours de la nuit qu'ils avaient choisie pour le début de leur guerre d'indépendance. Les Américains autochtones ne se sont pas contentés de combattre des soldats au cours de vaillantes guerres de résistance à la conquête européenne, ils ont également de temps en temps fait subir de terribles actes de violence aux colons et à leurs familles.

Il ne s'agit pas ici de justifier une telle violence, mais plutôt d'affirmer une vérité historique en soulignant que celle-ci prenait ses racines et était une réponse à la violence et l'injustice de l'esclavage et du génocide, commencé et poursuivi par un système d'invasion et d'oppression qui niait le caractère humain des esclaves et des Amérindiens. Voici trois exemples de privation et de terreur vécues par les esclaves, tirés de la vie de celui qui est peut-être le contemporain afro-américain le plus connu de Nat Turner, Frederick Douglass :

1. A propos de ses parents :

Je n'ai vu ma mère, en tant que telle, que quatre ou cinq fois dans ma vie ; et à chaque fois ce fut pour un temps très court, et de nuit ; [...] La mort a bientôt mis fin au peu de temps que nous avons pu avoir ensemble lorsqu'elle était vivante, ainsi qu'à ses souffrances et aux rigueurs de sa vie. Elle est morte quand j'avais environ sept ans, dans l'une des fermes de mon maître, près de Lee's Mill [au Maryland]. On ne m'a pas autorisé à être présent pendant sa maladie, à sa mort ou à son enterrement. [...]

Nous ayant quitté si soudainement, elle m'a laissé sans la moindre indication sur celui qui était mon père. La rumeur voulant que mon maître ait été mon père, est peut-être vraie ou peut-être fausse ; qu'elle soit vraie ou fausse n'a que peu d'importance pour le propos qui est le mien. Le fait est, dans toute son odieuse clarté, que les propriétaires d'esclaves ont décrété et scellé dans la loi, que les enfants des femmes esclaves suivraient en toutes circonstances la condition de vie de leurs mères ; et il n'est que trop clair que ceci est fait pour répondre à leurs désirs sexuels et obtenir une gratification plaisante autant que rentable de leurs désirs pernicieux ; par cet arrangement

astucieux en effet, le propriétaire d'esclaves, dans des cas qui ne sont pas rares, fait subir à ses esclaves la double relation du maître et du père.

## 2. A propos d'une tante :

Avant de commencer à fouetter Tante Hester, il l'emmena dans la cuisine et la dévêtit du cou jusqu'à la ceinture, lui laissant le cou, les épaules et le dos entièrement nus. Il lui dit ensuite de croiser les mains, en la traitant en même temps de « sale p... » Une fois les mains croisées, il les attacha avec une corde solide et l'amena à une chaise placée sous un grand crochet fixé à une poutre, installé dans ce but. Il la fit monter sur la chaise et attacha ses mains au crochet. Elle était maintenant debout, livrée à ses desseins diaboliques. Ses bras étaient complètement tendus si bien qu'elle se tenait sur la pointe des pieds. Il lui dit alors : « Et maintenant, sale p..., Je vais t'apprendre à désobéir à mes ordres ! » et après avoir retroussé ses manches, il commença à lui infliger les lourdes lanières de cuir et bientôt le sang rouge et chaud (au milieu des cris déchirants qu'elle poussait, et des horribles jurons qu'il proférait) se mit à goutter sur le sol. Je fus tellement terrifié et pétrifié d'horreur à cette scène, que je me cachai dans un placard, et n'osai pas en sortir longtemps encore après la fin de cette opération sanglante. [...]

## 3. A propos du travail :

J'ai vécu un an avec M. Covey. Au cours des six premiers mois de cette année-là, il n'y a guère eu de semaine où il ne m'ait fouetté. Il était rare que je n'aie le dos meurtri. Il prenait presque toujours excuse de ma maladresse pour me fouetter.[...]

...

La vie de M. Covey était consacrée à la programmation et à l'exécution des pires tromperies. Tout ce qu'il avait en guise d'instruction ou de religion, il l'adaptait à sa propension à la malhonnêteté. Il se sentait même à la hauteur pour tromper le Tout-Puissant. Il avait coutume de faire une courte prière le matin et une longue prière le soir et, aussi étrange que cela puisse paraître, peu d'hommes auraient pu paraître plus dévots que lui à ces moments-là. [...]

Si à un moment de ma vie plus qu'à un autre, on m'a fait boire jusqu'à la lie la potion amère de l'esclavage, c'est bien au cours des six premiers mois de mon séjour chez M. Covey. On nous faisait travailler par tous les temps. Il ne faisait jamais trop chaud ou trop froid ; la pluie, le vent, la grêle ou la neige n'étaient jamais assez rigoureux pour nous empêcher de travailler aux champs. Travailler, travailler, travailler, c'était à peine plus le programme pendant la journée que pendant la nuit. Les jours les plus longs étaient encore trop courts pour lui, tout comme les nuits les plus courtes étaient trop longues pour lui. J'étais quelque peu ingérable quand je suis arrivé là, mais quelques mois de cette discipline ont réussi à me mater. M. Covey a réussi à me briser. J'étais brisé dans mon corps, mon âme et mon esprit.

L'esclavage et le quasi-esclavage se sont poursuivis au vingtième siècle, dans l'Union soviétique de Staline, dans l'Allemagne d'Hitler et sous le capitalisme mondial, où il continue de sévir. Il pénètre dans l'économie mondiale de différentes façons, depuis la production de la soie jusqu'à l'industrie du sexe. Par exemple, un million d'enfants sont entraînés de force dans le commerce international du sexe chaque année ; beaucoup d'entre eux sont « achetés et vendus comme des meubles » à travers ce qui représente un marché global de plusieurs milliards de dollars.

Ces évocations issues du passé et du présent du capitalisme mondial se retrouvent

dans les données cumulées sur la structure de l'économie et de la société en tant qu'apartheid mondial. Le Tableau 1 fait apparaître les indicateurs économiques et sociaux à une époque où l'apartheid en Afrique du Sud en était encore à son âge d'or, au milieu des années 1970.

**Tableau 1 : Comparaison de l'économie capitaliste avec l'Afrique du Sud, 1975-1980**

	Economie capitaliste			Afrique du Sud		
	OCDE	Tiers Monde	Total	Blancs	Non-Blancs	Total
espérance de vie (en années)	75	55	60	70	55	60
Mortalité infantile pour 1000 naissances	15	110	85	20	120	100
Mortalité maternelle pour 100 000 naissances vivantes	10	600	450	ND	ND	ND
Apports journaliers de calories alimentaires par personne	3,100	2,100	2,400	ND	ND	2,600

Les pays de l'OCDE comprennent l'Europe de l'Ouest, du Nord et du Sud (à l'exception de la Yougoslavie, de l'Albanie et de la Turquie), le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. On emploie souvent le terme d'« Occident » pour désigner ces pays.

Tous les chiffres sont approximatifs et arrondis. ND = non disponibles

Source: Repris de Arjun Makhijani, *From Global Capitalism to Economic Justice*, New York: Apex Press, réédition de 1996, page 33.

## La dynamique historique

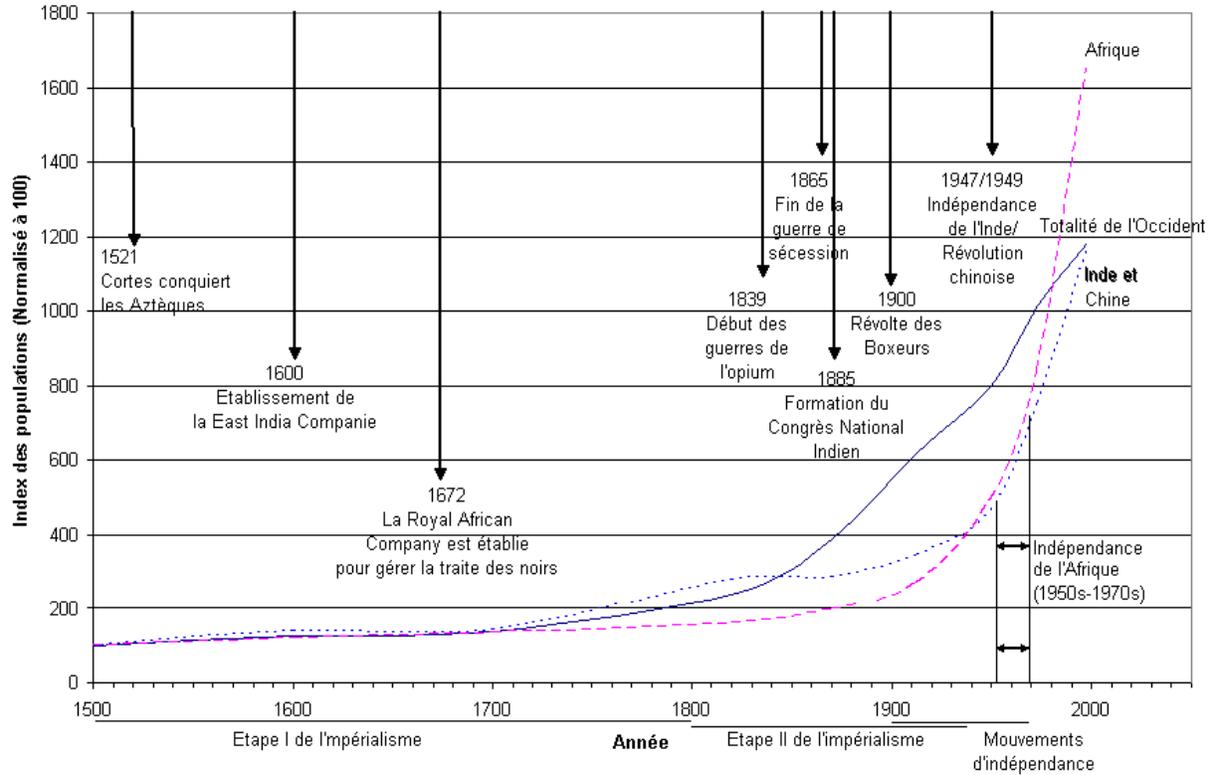
Les données statiques pour une seule année ne font bien sûr pas apparaître la dynamique historique dans son ensemble. Il s'agit d'une entreprise de bien plus grande envergure dont les éléments prennent plus clairement forme, maintenant que le brouillard créé par la confrontation entre Etats-Unis et Union soviétique se dissipe. Par exemple, Mike Davis, dans son livre *Late Victorian Holocaust (Génocides tropicaux)*, apporte de nombreux éléments de preuve sur la manière dont la conjonction entre l'impérialisme victorien et le climat ont entraîné une immense famine et des morts du Brésil à l'Inde et à la Chine. (Les photographies ci-dessous révèlent la gravité de la situation en Inde.) A la même époque, la deuxième moitié du dix-neuvième siècle, l'approvisionnement alimentaire en Europe de l'Ouest et dans les prolongements de l'Europe, principalement en Amérique du Nord, s'améliorait. Les salaires et les conditions de vie s'amélioreraient pour les travailleurs de l'Ouest alors que

ceux des travailleurs des colonies, de l'Inde par exemple, se détérioraient. Ces denrées alimentaires provenaient de territoires vers lesquels l'Europe exportait ses populations en surnombre, de colonies telles que l'Inde et, dans le cas de l'Allemagne, d'une Russie qui traversait une grave crise d'endettement et dont le Tsar vendait de la nourriture pour acheter des armes, pour des aventures impériales et pour le luxe d'une toute petite élite.

Dans de telles conditions, la population de l'Europe de l'Ouest et de ses prolongements augmenta rapidement, dans un premier temps sans augmentation simultanée des salaires. (Voir la Figure 1 page ci-dessous) Après la Révolution française et l'invention de la machine à vapeur, impérialisme et technologie se sont combinés pour permettre une exportation massive de la pauvreté et une réorganisation historique de la main d'œuvre à l'échelle mondiale pour intégrer le commerce des matières premières en vrac. A partir de la moitié du dix-neuvième siècle, il y a eu une destruction systématique des économies locales du Tiers-monde et leur réorientation pour servir les besoins de l'Occident, un phénomène qui se poursuit à ce jour.

La seule interruption partielle de cette tendance est intervenue avec l'essor des revendications d'indépendance dans le Tiers-monde, qui se sont exprimées par diverses méthodes, depuis les révolutions violentes jusqu'à la non-violence gandhienne. C'est à cette époque que la population du Tiers-monde s'est mise à s'accroître comme celle de l'Europe à partir de 1500. Quand les évolutions démographiques sont examinées à la lumière du développement du capitalisme, plutôt que mises globalement dans la même catégorie, comme beaucoup d'écologistes sont enclins à le faire, l'image qui émerge est bien différente. L'important essor démographique en Occident et dans les territoires qu'il a occupés entre 1500 et 1900 a été accompagné du développement de la technologie et d'une culture de consommation illimitée pour chacun, se basant essentiellement sur l'idée d'une consommation illimitée des rois et pharaons de l'antiquité. Dans la période qui s'étend de l'avènement de l'impérialisme, vers 1500, à l'émergence des luttes de libération (au début du dix-neuvième siècle), la population de l'Occident a augmenté environ deux fois plus que celle de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique. (Voir la Figure 1.) Cette croissance s'est accompagnée d'un système économique destructeur pour les écosystèmes, qui se trouve au cœur de l'orientation écologiquement désastreuse et non soutenable dans laquelle le monde est engagé aujourd'hui. En d'autres termes, le lien entre population et environnement doit être replacé dans le contexte historique technique et économique de l'impérialisme et des mouvements d'indépendance.

Figure 1: Indices des populations historiques de régions choisies, 1500-1998

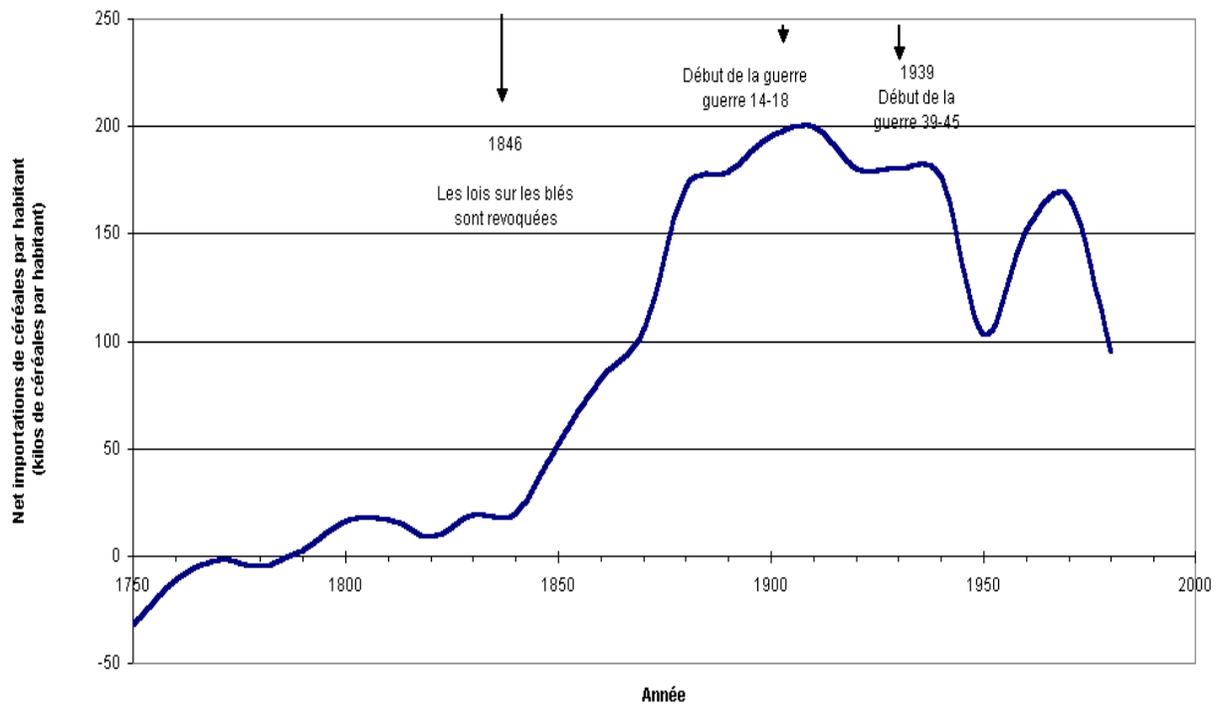


D'après les données présentées dans *The World Economy: A Millennial Perspective*, Table B10. Maddison, 2001. La totalité de l'Occident se compose de l'Europe de l'ouest, des Etats-Unis, et d'autres pays issu du modèle occidental en dehors de l'Amérique Latine (comme le Canada, l'Australie, la Nouvelle Zélande). Les indices de population sont normalisés à 100. Par exemple, si pour une année donnée, l'indice est de 200, la population de cette région a doublé depuis l'année 1500. Pour l'année 1500 et après, les populations du Pakistan/Bangladesh sont incluses dans « Inde et Chine »

Les figures 1 à 3 font apparaître les indices démographiques historiques, les importations de céréales au Royaume-Uni., et des comparaisons de salaires - des aspects essentiels du développement de l'apartheid mondial. Du quinzième siècle à la fin du dix-neuvième siècle, la mobilité de masse était le fait soit d'Européens, quand, par exemple ils ont émigré vers l'Ouest, soit résultait de leur intervention, comme l'illustrent le commerce des esclaves et le transport de travailleurs liés par contrat. La montée en puissance des mouvements indépendantistes, une culture mondiale plus intégrée au niveau des élites et la croissance des salaires en Occident, qui ont donné naissance à des impératifs d'importation de main-d'œuvre à bon marché, ont entraîné des déplacements de population du Tiers monde vers l'Occident. Lorsque le nombre

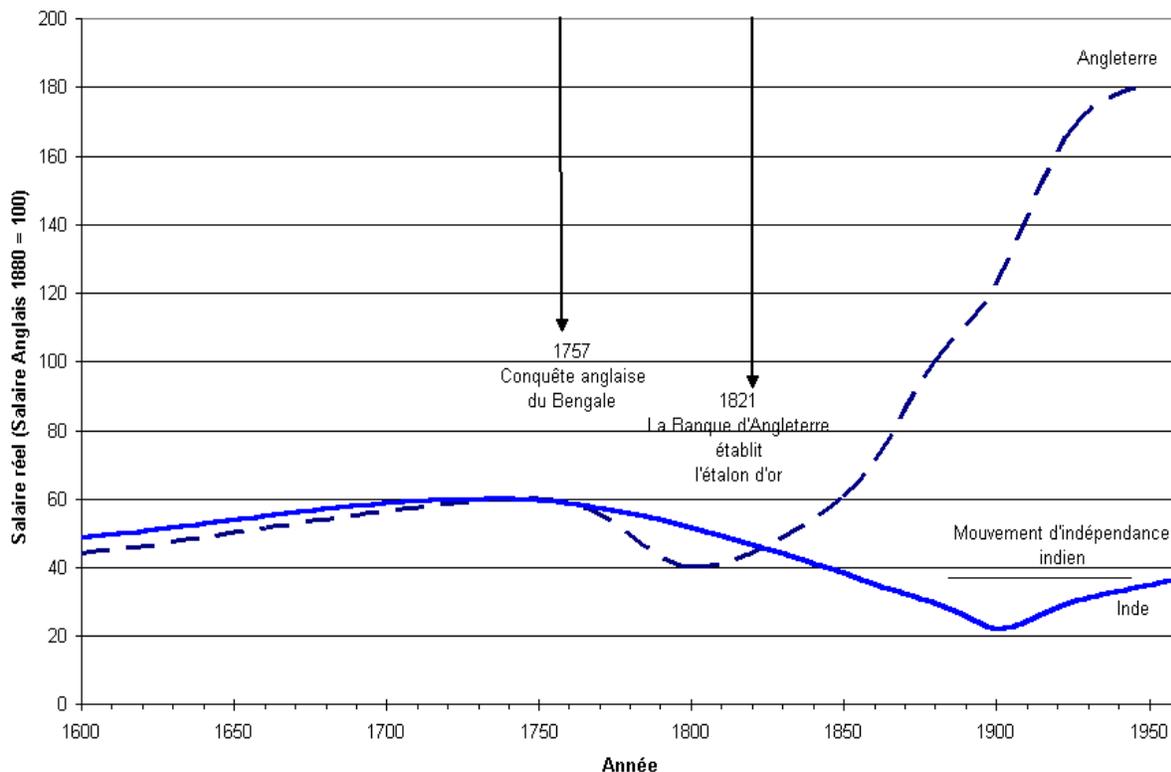
de ces immigrants a commencé à augmenter, le contrôle de la mobilité des pauvres s'est développée de la même façon, jusqu'à ce que le système moderne des passeports et des visas, et des restrictions sur la mobilité des pauvres se soit développé en un vaste système de bureaucraties militarisées, faisant respecter les frontières d'une manière qui n'est pas très différente de celle des propriétaires d'esclaves utilisant la puissance étatique pour capturer les fugitifs.

Figure 2: Net Importations de céréales par habitant au Royaume-Uni, 1750-1980



D'après des données présentées dans *International Historical Statistics: Europe 1750-1988*, Table C10. Mitchell, 1992.

Figure 3: Une comparaison des salaires réels en Inde et en Angleterre de 1600 à 1960



D'après des données présentées dans *Oil Prices and the Crises of Debt and Unemployment: Methodological and Structural Aspects*, Figure 1, Makhijani, 1983; *Rethinking Wages and Competitiveness in the Eighteenth Century: Britain and South India*, Parthasarathi, in *Past and Present: a journal of historical studies*, No. 158, Février, 1998; *Real Wages and Relative Factor Prices in the Third World before 1940: What Do They Tell Us About the Sources of Growth*, Table 1, Williamson, Octobre 1998; *Real Wages in Europe and Asia: A First Look at Long Term Patterns*, Allen, 2001. à

## Abolir les frontières

Maria Jimenez, membre du conseil d'administration du Réseau national pour les droits des immigrants et réfugiés (*National Network for Immigrant and Refugee Rights*), a souligné le rôle des frontières nationales dans l'économie mondiale d'une façon qui évoque les restrictions policières imposées aux esclaves. Les observations qui suivent sont extraites d'un texte non publié qu'elle m'a communiqué :

L'édification de frontières pour la main d'œuvre internationale rend difficile l'abandon par un grand nombre de travailleurs de zones considérées comme « favorables » à la mise en place et à l'agrandissement d'unités de production provisoires comme des usines d'assemblage. [...] Le maintien de dispositifs réglementaires qui garantissent le contrôle et l'inégalité de la mobilité est

essentiel à cette stratégie de profits élevés et de bas salaires. Pour cette raison, l'utilisation de la force armée, de structures policières frontalières, y compris de l'armée, et d'une violence institutionnelle constituent un aspect nécessaire de la structure de l'économie mondiale destiné à faire respecter les politiques d'immigration et de contrôle des frontières. En fait, le développement économique mondial, l'intégration militaire et la dénégation des droits des populations déplacées, au niveau national ou international, se conjuguent pour reproduire ce qui est, *de facto*, un système d'esclavage pour secteurs économiquement et socialement marginalisés, particulièrement en ce qui concerne l'immigration internationale.

Les frontières staliniennes ne sont donc pas les seules à avoir été conçues pour réprimer les gens en les gardant à l'intérieur de celles-ci. Les frontières de l'apartheid mondial, conçues pour maintenir les pauvres à l'extérieur des zones où la richesse du monde a été accumulée, servent également à maintenir les gens dans les zones à bas salaires dans lesquelles le capitalisme mondial les a enfermés. Cette réalité est particulièrement frappante le long de la frontière des Etats-Unis avec le Mexique. Pour maintenir ces frontières visant à l'exclusion et l'enfermement, la coopération des élites politiques et financières, au-delà des frontières des Etats, est essentielle, bien que certaines tensions internes aux élites en résultent, comme par exemple entre les gouvernements du Mexique et des Etats-Unis. Dans ces régions, les Etats-Unis et d'autres pays occidentaux qui ont glorifié les démocraties chez elles, ont de manière routinière et systématique soutenu des régimes satellites qui peuvent se comparer aux plus sanguinaires de l'histoire de l'humanité.

Aujourd'hui, les Etats-Unis se servent des frontières comme d'un outil dans la « Guerre contre le terrorisme ». Mais, intentionnellement ou non, la manière dont le gouvernement américain a mené cette guerre correspond à l'idéologie de la Destinée manifeste. Le fait que les terroristes qui ont commis les tueries du 11 septembre 2001 avaient un statut de visiteurs aux Etats-Unis sous divers prétextes fallacieux, a été utilisé pour créer une guerre perpétuelle et une énorme bureaucratie de « sécurité intérieure ». Ceci a contribué à frapper sans distinction du même opprobre les personnes nées à l'étranger, notamment les étudiants, les immigrants, les Arabes (de toutes confessions), et les musulmans. Il s'agit là d'une approche dangereuse qui, au moins implicitement, ne parvient pas à reconnaître qu'un terroriste américain d'origine européenne et qui a grandi au pays, Timothy McVeigh, faisant montre d'une idéologie et d'un racisme partagé par beaucoup de gens aux Etats-Unis et en Europe, peut avoir un grand nombre de points communs avec les terroristes nés à l'étranger. Au contraire, les terroristes américains d'origine européenne et chrétienne deviennent des exceptions, des individus égarés, comme McVeigh ou les enfants qui ont massacré leurs camarades de classe du lycée de Columbine au Colorado, et n'ont plus rien à voir avec la grande majorité. En revanche, le recours à des stéréotypes sert de base aux coups de filet d'espionnage, d'arrestations, d'emprisonnement sans chefs d'inculpation, de déportation et autres violations des droits humains de personnes, particulièrement de Musulmans et d'Arabes, qui sont en train de devenir le symbole de la Guerre contre

le terrorisme.

Cette approche est dangereuse pour les libertés et elle est contre-productive. Elle néglige ou sous-estime des facteurs qui sont fondamentaux dans la réduction des risques terroristes et le développement et la diffusion des libertés, notamment pour les raisons suivantes :

- la traque des terroristes équivaut à la recherche d'un individu parmi des millions. Elle a besoin de la participation active et de plein gré de gens dans le monde entier et de toutes les catégories de population aux Etats-Unis ;
- un enfant sur cinq aux Etats-Unis vit dans une famille dont au moins l'un des membres est né à l'étranger. Instiller ainsi la peur chez celui qui est né à l'étranger au lieu d'assurer la sécurité et d'inspirer une libre coopération à travers une conduite respectueuse, tend à bloquer la communication d'informations potentiellement vitales ;
- la prospérité et même le fonctionnement de l'économie américaine, des champs de fraises à la Silicon Valley en passant par les universités, les hôpitaux, les élevages de poulets ou les laboratoires de recherche et développement dans les grandes entreprises, dépendent des immigrants ;
- les menaces de guerre risquent d'amener ceux qui sont relativement forts à s'armer, les faibles à en éprouver encore plus de ressentiment et à penser se doter d'armes nucléaires pour contrer la puissance des Etats-Unis, et les alliés à être troublés, inquiets et éventuellement non coopératifs.

La nature contre-productive de la Guerre contre le terrorisme est clairement visible après deux guerres et plus d'un an et demi. Oussama ben Laden et plusieurs des chefs de son organisation sont encore en liberté. Le(s) auteur(s) des attaques à l'anthrax en 2001 aux Etats-Unis n'est toujours pas sous les verrous. Les gouvernements de deux des quatre provinces du Pakistan sont maintenant sous le contrôle ou sous une forte influence des fondamentalistes islamiques, une première dans l'histoire du Pakistan.

L'urgence de la recherche d'Oussama ben Laden et de l'homme à l'anthrax a diminué. Elle passe maintenant après la guerre en Irak. Une vue d'ensemble sereine pourrait conclure que de nombreux, voire la plupart des aspects hautement prioritaires de la Guerre contre le terrorisme n'ont plus grande signification en tant qu'entreprise anti-terroriste. Mais ils correspondent beaucoup mieux à la visée impérialiste de créer une vaste présence militaire pour contrôler, entre autres choses, les plus importantes ressources pétrolières et gazières de la planète (voir l'article, l'Impérialisme monétaire des Etats-Unis et la guerre en Irak ).

Il y a quelques exceptions dans ces restrictions à la mobilité. Dans une certaine mesure, la migration des élites est la bienvenue en Occident, spécialement quand il s'agit de jeunes hautement qualifiés qui viennent combler les déficits de main d'œuvre (bien que, témoignant de valeurs familiales capitalistes, leurs familles sont accueillies plus difficilement). Le coût de leur formation constitue une importante source d'aide internationale non comptabilisée, du Tiers-monde vers l'Occident. Il y a également les travailleurs qui viennent occuper les emplois à bas salaires dont personne ne veut. On les laisse également entrer, mais avec moins d'enthousiasme. La concentration des ressources de la planète en Occident, l'indépendance du Tiers-monde et l'essor des moyens de mobilité amènent un nombre considérable de personnes à vouloir aller où les ressources financières et les opportunités sont concentrées sur cette planète.

Ces caractéristiques parmi d'autres de l'économie mondiale, qui permettent le mieux de distinguer les migrations modernes et les frontières modernes de l'esclavage, ne changent rien au rôle essentiellement violent des frontières qui approfondissent le fossé qui sépare les zones à bas salaires des zones à haut salaire, de façon à ce que les capitaux puissent franchir les frontières pour les exploiter à des salaires maintenus bien au-dessous de la productivité de la main-d'œuvre relative aux pays capitalistes. Le mariage de la puissance armée de l'Etat avec la puissance financière des entreprises dans un contexte de libre circulation des capitaux et des marchandises et de restriction de la circulation des travailleurs est antithétique avec l'égalité entre les hommes et la liberté. Il entraîne aussi le monde dans la direction opposée à celle qui est nécessaire à la réalisation d'un système de gouvernance, du local au mondial, qui garantira que les normes morales attendues des individus, par exemple sous forme de respect de la vie de ses voisins et des générations futures, s'appliquent également aux institutions humaines, particulièrement aux plus puissantes d'entre elles, les gouvernements et les entreprises.

La fondation juridique à cette fin a déjà été en grande partie créée, au moins en théorie, par la reconnaissance que tous les êtres humains ont une égalité de droits. Ceci a vu le jour au cours des deux siècles et demi qui viennent de s'écouler, grâce aux luttes de gens ordinaires dans le monde entier pour la liberté et l'égalité et contre l'esclavage, le colonialisme, la domination masculine et la surexploitation économique. La plupart de ces instruments juridiques remontent à la deuxième moitié du vingtième siècle, quand les mouvements de libération en Asie et en Afrique ont remporté un certain succès et que l'impérialisme en tant qu'idéologie est tombé en discrédit. Mais, comme le souligne Maria Jimenez, aucune de ces déclarations, en particulier la Déclaration universelle des droits de l'Homme, n'affirme le droit à une mobilité mondiale pour les populations du monde.

Il est encore admis dans les lois, les normes et les valeurs internationales qu'un Etat-nation puisse exercer une discrimination traiter différemment et restreindre les droits de ceux qui ne

sont pas acceptés comme citoyens.

En ce qui concerne le droit humain de mobilité, il convient de souligner que les peuples indigènes de cette partie [occidentale] du monde ont joui de ce droit et l'ont exercé avant la conquête européenne. Il existe d'autres exemples : le déplacement d'un grand nombre de gens vers la Mecque a assuré un brassage des idées qui a conduit à des avancées technologiques. Même le déplacement le plus massif de l'histoire, celui des Européens vers les Amériques, a conduit à un avancement dans la technologie et même dans les fondements des concepts modernes de démocratie et de liberté.

Ce sont les restrictions à la mobilité à travers l'utilisation de la force qui sont inhérentes à la soumission, au contrôle et à l'intégration des populations dans des stratégies d'exploitation économiques des forces productrices. C'est l'utilisation de la force militaire qui a obligé les populations autochtones d'Amérique du Nord à être enfermée dans des réserves, et celle d'Amérique latine dans des *encomiendas*. C'est l'utilisation de la force militaire qui a conduit à l'esclavage des populations africaines qui a permis la croissance économique des élites conquérantes. L'utilisation de la force militaire donne une indication tacite du degré de priorité accordé par les élites à leur quête de domination et de richesse.<sup>4</sup>

Cette absence de fondement juridique pour le droit de mobilité à travers les frontières a d'importantes conséquences pour la majorité des populations du monde. Par exemple, l'Article 23 de la Déclaration universelle parle de droits des travailleurs tels que « à travail égal, salaire égal. » Mais, alors que le droit de gagner un salaire égal pour le même travail est maintenant reconnu dans de nombreux pays, au moins en théorie, les inégalités de salaires d'un pays à l'autre sont toujours permises légalement, voire même souvent favorisées et vantées bien haut comme un « avantage comparatif ».<sup>5</sup>

On peut prendre le droit d'asile comme autre exemple. Il constituait la seule solution réelle pour échapper à l'oppression d'être obligé de rester enfermé dans des frontières. Mais ce droit a connu une considérable érosion, depuis que son utilité idéologique anticommuniste vis-à-vis du capitalisme a pratiquement disparu. En l'absence de droit mondial de mobilité, la reconnaissance par la Déclaration du droit des populations de quitter leurs pays ou de trouver asile est devenue, pour ceux qui sont opprimés dans le capitalisme mondial, l'équivalent de la loi fictive qui interdit aux riches comme aux pauvres de dormir sous les ponts.

Richard Falk a excellemment présenté l'aspect légal du droit de mobilité mondiale dans son livre *Predatory Globalization*. La communauté mondiale, y compris ses gouvernements, a considéré l'apartheid en Afrique du Sud comme un crime contre l'humanité. Il y a eu un traité international qui codifiait ce crime et en détaillait les particularismes. On peut alors se demander pourquoi ne pas aborder de la même manière l'apartheid mondial ? Si l'assistance à l'apartheid en Afrique du Sud, bien que légale dans le cadre de la loi sud-africaine, était considérée comme un crime au regard de la loi internationale, pourquoi les lois nationales qui enferment les pauvres dans

l'équivalent des « bantoustans » créés par l'apartheid devraient-elles être considérées différemment ? Après tout, comme le souligne Falk, l'article 28 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme donne à toute personne au monde le droit « à un ordre social et international dans lequel les droits et libertés énoncés dans la Déclaration peuvent être complètement exercés. » Vue de cette façon, *l'exigence d'un droit de mobilité, au niveau mondial, dans un système d'apartheid mondial est une demande visant à mettre fin à la ségrégation mondiale - il représente fondamentalement l'équivalent mondial de l'arrêt de la ségrégation établie par la violence en Afrique du Sud et aux Etats-Unis qui était encore en place il n'y a pas si longtemps.*

Mais par quel processus concret ce droit peut-il être obtenu ? Il est clair que cela ne se fera pas en un jour. Je pense qu'il ne peut être réalisé séparément des autres aspects de la lutte pour la paix et la justice - les luttes pour le désarmement nucléaire, pour des emplois décents, pour la protection de la planète vis-à-vis de l'accroissement des émissions de gaz à effet de serre, pour l'égalité des femmes dans toutes les sociétés. Mais ce droit ne pourra en tout cas jamais être obtenu s'il n'est jamais formulé.

La formulation de la demande ne résout bien sûr pas le problème du processus pour parvenir à sa résolution. Lorsque l'on examine les résultats des trois grandes luttes non violentes du vingtième siècle - en Inde, en Afrique du Sud, et dans le mouvement pour les droits civils aux Etats-Unis - le problème crucial de l'application des principes gandhiens devient évident. Même si l'amour est nécessaire à la liberté et à l'égalité universelles, il n'est pas suffisant. L'élément de preuve le plus important et le plus têtue est celui-ci : L'amour des mères n'a pas été suffisant pour empêcher les hommes dans leur ensemble et en tant qu'individus de devenir oppresseurs des femmes.<sup>6</sup>

Ou bien, examinons la sphère politique. Par exemple, l'amour dont Gandhi se faisait l'avocat et qu'il manifestait par rapport aux Britanniques n'a pas été suffisant pour empêcher la politique du « diviser pour régner » menée par les Britanniques ; il a encore moins été capable de persuader les dirigeants britanniques d'abattre les murs qui continuent de maintenir à l'extérieur de la Grande-Bretagne les descendants des populations appauvries par l'impérialisme britannique. Au contraire, ces murs sont maintenant plus hauts et plus militarisés. Ce résultat était peut-être prévisible à travers le commentaire de Churchill sur Gandhi en 1931, à un moment où Gandhi essayait de convaincre les Indiens d'aimer le peuple de la puissance occupante tout en essayant d'obtenir la liberté des institutions impériales :

Il est inquiétant et écœurant de voir M. Gandhi, un avocat séditieux du Barreau d'Angleterre, jouant les fakirs d'un genre bien connu en Orient, arpentant à moitié nu les marches du palais du vice-roi, tout en continuant à organiser et mener une campagne de désobéissance civile pour parlementer sur un pied d'égalité avec le représentant de l'Empereur souverain.

La façon dont l'exercice d'une non-violence plus opiniâtre, aimante et efficace peut créer un processus par lequel ceux qui sont puissamment armés vont abandonner leurs instruments de terreur et le système d'exploitation économique au service duquel cette terreur officielle est exercée, constitue un problème non résolu de la lutte pour la démocratie mondiale.

Les prémisses de la solution peuvent, je crois, être trouvés dans la main tendue de Martin Luther King au peuple du Vietnam et au monde pendant la dernière année de sa vie. Le 4 avril 1967, il a uni son leadership historique dans la lutte pour les droits civils aux Etats-Unis avec la lutte s'opposant à la guerre des Etats-Unis contre le Vietnam (connue sous le nom de Guerre du Vietnam aux Etats-Unis et de Guerre américaine au Vietnam). Il a également dit qu'il « était de plus en plus amené à voir dans la guerre un ennemi des pauvres et à l'attaquer en tant que telle » parce la machine militaire constituait une énorme ponction de ressources en contradiction directe avec les besoins humains dans le pays. Et il a également déclaré sa solidarité avec le peuple du Vietnam.

Un an plus tard, dans un texte qui a été publié de façon posthume, il a proclamé sa solidarité avec les peuples du monde et a appelé à une « révolution des valeurs américaines. » Dans celui-ci, il procède à une mise en accusation du militarisme qui sonne particulièrement juste en nos temps de Guerre au terrorisme :

Il me paraît d'une évidence flagrante que le développement de moyens humanitaires pour traiter certains des problèmes sociaux du monde - et la révolution simultanée des valeurs américaines que ceci entraînerait - constitue une bien meilleure façon de nous protéger contre la menace de violence que les moyens militaires que nous avons choisis.

Cette révolution des valeurs a lieu ici et là, en des lieux retirés qui ne bénéficient pas de l'effet amplificateur des mégaphones des médias modernes qui diffusent quotidiennement et de manière assourdissante les menaces de guerre. Par exemple, les Brigades internationales de la paix prennent avantage de la plus haute valeur donnée à la vie des ressortissants des pays capitalistes pour protéger les populations dans les zones de guerre dans des endroits comme la Colombie et les Chiapas.<sup>7</sup> Des efforts visent à créer une Force de paix permanente et à s'opposer au militarisme effréné de nombreux gouvernements.<sup>8</sup> Des actions de non-violence traditionnelle se poursuivent dans des communautés et des pays de par le monde. Une belle statue de Gandhi au Tavistock Square de Londres, continue d'attirer une attention respectueuse à sa vie et à ses idées (comme il le fit en personne à son époque dans cette même cité), et également des fleurs, n'en déplaise à M. Churchill.

Il y a des millions de familles dont les racines se trouvent dans plus d'un pays et plus d'un continent. Beaucoup d'entre elles comblent le fossé de l'apartheid mondial, notamment la plus grande frontière physique de cette structure, la frontière américano-mexicaine. Pour certains, c'est une source de peur. Pour la lutte contre l'apartheid mondial et pour la démocratie mondiale, c'est une source d'espoir. Un mouvement mondial des femmes, un mouvement mondial pour l'environnement, et un mouvement contre une mondialisation dominée par les compagnies privées se rejoignent pour combattre le fossé de l'apartheid mondial. Les travailleurs et les petits exploitants agricoles s'organisent par-delà les frontières. De grands syndicats ouvriers américains ont abandonné, ou sont en train d'abandonner, les positions anti-immigration qu'ils défendaient il n'y a pas si longtemps. Malgré l'hostilité du gouvernement américain au protocole de Kyoto visant à réduire les émissions de dioxyde de carbone, la Californie a adopté des normes qui conduiront à infléchir les émissions de dioxyde de carbone. En novembre 2001, la population de San Francisco a voté en faveur d'une initiative populaire qui autorise « la ville à émettre 100 millions de dollars en obligations à revenu variable pour des systèmes d'énergie renouvelable, notamment l'éolien et le solaire » dans une logique qui n'est pas seulement perçue comme une mesure de protection de l'environnement mais comme un vote contre la menace des guerres du pétrole.

L'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, le Paraguay et l'Uruguay ont accepté d'augmenter de façon importante les droits de mobilité de tous leurs citoyens, sans pour cela édifier d'autres barrières contre la mobilité des autres, complètement à l'opposé des murs anti-immigration de l'apartheid mondial qui se sont élevés en Europe au cours de son processus d'intégration interne. De telles luttes et activités portent en germe la délégitimisation de l'apartheid mondial, tout comme les mains tendues par-delà les frontières ont fait passer la vision de l'apartheid sud-africain d'un don de Dieu à un système social et économique inacceptable même pour la plupart des Blancs sud-africains (mais toutefois aucunement par la totalité d'entre eux).

Mais pourtant, malgré ces indications d'une orientation, la structure concrète de la lutte pour réussir à faire basculer de façon fondamentale l'équation du pouvoir afin d'ouvrir une voie à l'élimination de l'apartheid mondial, demande encore à être clarifiée. La Cour criminelle internationale, et le principe de l'état de droit basé sur la justice, la liberté et l'égalité peuvent constituer un des moteurs de cette lutte. Le 11 avril 2002, le traité établissant la Cour criminelle internationale a obtenu le nombre minimum de ratifications pour entrer en vigueur. Alors que le gouvernement américain est en train de mépriser le meilleur de ses traditions et de saper le traité, la seule existence de ce dernier et le fait qu'il reconnaisse les crimes de guerre contre les femmes comme des crimes contre l'humanité, constitue un immense triomphe pour la liberté et l'égalité. Pour la première fois, il existe un instrument de droit international

basé sur l'idée que tous, depuis la plus pauvre paysanne jusqu'au chef d'Etat le plus puissant, sont égaux devant la loi. Si cette cour devait vraiment devenir universelle dans son champ de compétence, sans les « si » et les « oui mais », elle pourrait représenter une étape importante dans la création d'un système juridique qui concrétiserait l'idée jeffersonienne d'un « seul code de moralité pour les hommes qu'ils agissent seuls ou collectivement. » Ceci apporterait au moins un fondement universel à sa déclaration cruciale et vibrante : « tous les hommes sont créés égaux » et l'étendrait, réellement, aux gens des deux sexes, dans le monde entier.

Cet idéal balbutiant avait déjà des problèmes du temps de Jefferson, comme le sort de Tom Paine pourrait l'illustrer. Tom Paine, l'immigrant qui avait écrit *Common Sense* et inspiré la Déclaration d'indépendance, et qui enrageait contre le commerce des esclaves en 1775, est mort en 1809 presque seul. Six personnes ont assisté à ses funérailles, dont deux Noirs américains, une Française et son fils. Elle était là, a-t-elle dit, par gratitude pour les contributions de Paine à la liberté en France ; son fils avait été témoin de son service pour la liberté aux Etats-Unis. La lutte pour une liberté universelle qui reconnaît à égalité l'humanité de (tout un) chacun n'est certainement pas parvenue à ses fins.

#### **La politique des deux mains**

« D'une main nous devons résister au passé, de l'autre nous devons créer la nouveauté »  
--Interprétation par Randy Kehler de « La Politique des deux mains » des Dutch Kabouter

Cette « politique des deux mains » constituait un élément central de la vision de Gandhi de la lutte pour l'indépendance de l'Inde. Il y avait une lutte contre la domination britannique et pour la réalisation de la liberté de chaque individu à l'intérieur de celle-ci. En fait, il utilisait un seul mot pour les deux, *swaraj*, c'est-à-dire « autogestion ». Il a appelé à rejeter les importations de textiles, imposées de force à l'Inde pendant l'ère victorienne, qui avaient détruit les emplois par millions et avaient contribué aux famines et à l'oppression des femmes, en même temps, il appelait à filature et au tissage des vêtements.

Dans cet esprit, la résistance aux frontières de l'apartheid global, aux dictats du Fonds monétaire international, ou au terrorisme et à la guerre impérialiste, doit aussi être accompagné par des propositions et des actions positives à tous les niveaux, localement et globalement. La lutte consiste à créer un nouveau monde dans lequel l'humanité de tous les êtres humains est affirmée, non seulement comme une théorie ou un noble sentiment, mais en pratique au niveau mondial, par exemple en soutenant un système monétaire équitable et la Cour criminelle internationale, et localement en cultivant des potagers en ville et en produisant localement de l'énergie pour résister à l'empire du pétrole. De telles actions pourraient peut-être représenter l'équivalent actuel de la confection des habits prônée par Gandhi.

<sup>1</sup> A partir de la préface à la seconde édition de l'ouvrage d'Arjun Makhijani, *Manifesto for Global*

*Democracy: Two Essays on Imperialism and the Struggle for Freedom* (New York: Apex Press, seconde "edition, 2003, à paraître). On trouvera les références pour cet article dans les notes jointes à la préface.

2 Pour des données actualisées, consultez le site internet de Corp Watch, [www.corpwatch.org](http://www.corpwatch.org).

3 Saint Augustin, *Concerning the City of God Against the Pagans*. Traduit en anglais par Henry Bettenson en 1972 ; réimprimé avec une nouvelle introduction de John O'Meara (Londres, Penguin, 1984), pp. 874-876.

4 Maria Jimenez, communication personnelle par e-mail, décembre 2002.

5 La théorie de David Ricardo sur l'avantage comparatif, âgée maintenant de près de deux cents ans, s'appuie sur des simplifications tellement radicales et présente tant d'omissions essentielles, qu'elle a encore moins de correspondances avec le monde réel que le discours largement mythologique de Milton Friedman sur le capitalisme et la liberté. Une critique de cette théorie dépasse le cadre de cet article.

6 Je dois cette approche à Annie Makhijani. Au cours d'une conversation en 1986, elle m'a dit que la compréhension de la dynamique de ce problème - comment des hommes, aimés de leurs mères, peuvent-ils devenir les oppresseurs des femmes - constitue une clé pour comprendre comment créer une société dans laquelle ce ne serait plus une tragédie d'être enceinte.

7 Voir le site internet des Brigades internationales de la paix : <http://www.peacebrigades.org/>

8 Pour une information sur cette « armée de la paix », conceptualisée au cours de la Conférence de 1999 à La Haye pour un appel à la paix, voir <http://www.nonviolentpeaceforce.org/>.

---

## **L'impérialisme monétaire des Etats-Unis et la guerre en Irak**

Par Arjun Makhijani<sup>1</sup>

Le slogan « Pas de guerre pour le pétrole » a été l'un des plus fréquemment utilisés par le mouvement anti-guerre dans les mois qui ont précédé le lancement par l'administration Bush de sa guerre contre l'Irak le 20 mars 2003. Toutefois, le pétrole présente de multiples facettes. L'une d'elle - la politique des prix du pétrole de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) - n'a que très rarement été évoquée dans le débat public, bien que l'on puisse, en cherchant bien, la trouver dans les interstices du cyberspace.

La domination militaire ne suffit pas pour établir un contrôle impérialiste et une domination économique. Un système monétaire et financier doit accompagner le contrôle militaire. En fait, le degré et l'étendue géographique de l'acceptation de la monnaie d'un Etat impérialiste

fournissent une bonne indication de l'ampleur de sa domination.<sup>1</sup> Peu nombreux étaient ceux qui, hors de l'Union soviétique, avaient particulièrement envie de posséder des roubles, ainsi la puissance économique de l'Union soviétique était faible même en Europe de l'Est, qu'elle contrôlait militairement et politiquement. Il s'agissait d'une des différences fondamentales entre l'Union soviétique et les Etats-Unis à la fin de la Deuxième guerre mondiale.

En dépit des apparences, et malgré l'écrasante puissance militaire des Etats-Unis, la situation du dollar américain dans le monde est précaire. Il est possible qu'une des raisons principales de la volonté des Etats-Unis, de conquérir l'Irak et d'établir sa domination sur ses champs de pétrole, est d'essayer de préserver les bases monétaires d'un impérialisme américain sans concurrence. Pour comprendre le fondement de cette affirmation, un bref historique de l'évolution de l'ordre monétaire qui a suivi la Deuxième guerre mondiale est nécessaire.

En 1945, toutes les plus grandes puissances, victorieuses comme vaincues, à l'exception des Etats-Unis, se sont retrouvées dans diverses situations de destruction et d'endettement. Elles étaient épuisées par la guerre et avaient besoin d'une assistance extérieure pour leur reconstruction. La Grande-Bretagne et la France étaient également soumises à la pression de mouvements indépendantistes dans leurs colonies. Seuls les Etats-Unis sont sortis de la guerre plus riches et plus forts. Ils avaient le monopole des armes nucléaires. Ils étaient le plus grand créancier du monde et assuraient la moitié de la production économique mondiale. Ils exportaient à la fois du pétrole et des capitaux. Ils possédaient les trois quarts des réserves en or de l'ensemble des banques centrales dans le monde.

Envisageant le monde de l'après-guerre, les principales puissances capitalistes parmi les Alliés ont apporté leur accord, au cours d'une conférence en 1944 à Bretton Woods au New Hampshire, à un projet des Etats-Unis qui faisait du dollar américain le point d'ancrage du système monétaire mondial de l'après-guerre. Ce projet était basé sur le fait que les dollars américains auraient, littéralement, la valeur de l'or. Les Etats-Unis ont promis de les échanger au taux fixe de 35 dollars l'once d'or. Cette promesse était basée sur l'important stock d'or de Fort Knox, au Kentucky, et l'immense puissance financière des Etats-Unis. En échange, les Etats-Unis ont obtenu le droit d'émettre la monnaie de réserve au niveau mondial. Le monde était prêt à détenir des dollars parce qu'ils représentaient de l'or à un prix constant et parce que ces derniers étaient émis par le pays le plus riche et le plus puissant du monde.

Au fur et à mesure que l'Europe de l'Ouest s'est relevée des ruines de la guerre, avec des capitaux américains et un copieux approvisionnement quasiment gratuit en pétrole du Moyen-Orient (par rapport au prix final) au cours des deux décennies qui ont suivi 1945, les monnaies des pays européens ont regagné une stabilité locale. A peu près au même moment, en 1964, le Congrès américain a voté la résolution du Golfe du Tonkin qui a conduit à une guerre à grande échelle au Vietnam. La politique des « canons et du beurre » du Président Johnson pendant cette guerre a déclenché une sérieuse inflation mondiale parce que l'inflation sur la devise américaine provoquait aussi une inflation sur les prix mondiaux. En conséquence la confiance dans le dollar a été sapée et les Européens ont commencé la conversion de leurs dollars en or à un rythme plus soutenu.

Cette situation est rapidement devenue ingérable. Entre 1971 et début 1973, le Président Nixon

a entièrement supprimé la parité entre dollar et or, abandonnant la promesse de convertibilité faite en 1944, et inaugurant l'ère actuelle de flottement des taux de change des devises. Vint ensuite la guerre israélo-arabe de 1973, l'embargo arabe sur le pétrole et l'augmentation brutale des prix du pétrole. Ceci fut à l'origine d'une double insécurité, à la fois au niveau énergétique et au niveau financier.

Malgré la suppression de la parité avec l'or, le dollar a poursuivi son règne en tant que devise mondiale suprême pour un certain nombre de raisons, notamment la taille inégalée de l'économie américaine et l'absence de devise de remplacement au niveau mondial. La volonté mondiale de détenir des montants croissants de dollars pouvait aussi être expliquée par un autre facteur, qui, aujourd'hui, constitue la principale source de la vulnérabilité monétaire des Etats-Unis dans le Golfe persique. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), dont les leaders étaient l'Iran, l'Arabie saoudite et le Venezuela, a décidé de maintenir sa politique de fixation des prix du pétrole en dollars américains. En conséquence, le pétrole, présent sous les sables des pays du Golfe persique, qui possèdent les deux tiers des réserves de pétrole prouvées dans le monde, est devenu le nouveau Fort Knox du dollar.

Tant qu'il n'y avait pas d'autre monnaie pour lui faire concurrence et que la parité pétrole-dollar était maintenue, la plus grande partie du commerce mondial pouvait s'effectuer en dollars. Les pays et les sociétés privées avaient tendance à détenir la plus grande partie de leurs réserves en monnaies étrangères sous forme de dollars. En bref, les Etats-Unis pouvaient contracter des dettes dans leur propre monnaie, le dollar, et importer des marchandises. Pour la plupart des autres pays, les choses étaient bien plus compliquées. Par exemple, les brésiliens détenteurs de leur propre monnaie, le réal, ou les indiens détenteurs de roupies n'avaient aucun pouvoir d'achat réel dans le Golfe Persique si leurs pays n'exportaient pas quelque chose pour gagner des dollars, ou bien en empruntaient.

Le Shah d'Iran était le gardien choisi par les Etats-Unis pour ce nouveau Fort Knox ; il s'avéra des plus précaire. Le peuple iranien, qui n'avait pas d'autre choix pour s'opposer à la répression de la dissidence par le Shah que de le faire dans les mosquées, le renversa avec colère en 1979, dans une révolution islamique dirigée autant contre les Etats-Unis que contre lui. Les cours du pétrole s'envolèrent jusqu'à 40 \$ le baril. L'or connut une ascension parallèle jusqu'à plus de 800 \$ par once Troy. Le dollar descendit jusqu'à ses niveaux les plus bas de l'après-guerre par rapport aux monnaies européennes. Seules des augmentations draconiennes des taux d'intérêt imposées par le président de la Réserve Fédérale américaine Paul Volcker, désigné à ce poste en urgence par le Président Carter, ont réussi à sauver le dollar.

Le prix fut élevé. Le chômage et l'inflation s'accrurent aux Etats-Unis, amenant la somme des deux - surnommée d'une façon imagée « indice de la misère » par Ronald Reagan, alors candidat à l'élection présidentielle - à ses plus hauts niveaux d'après-guerre. A l'étranger, le paiement des intérêts de nombreuses dettes étrangères augmenta au rythme des taux d'intérêt américains, précipitant ainsi une crise d'endettement dans les pays en voie de développement, à commencer par le Mexique en 1982, qui aurait pu provoquer l'effondrement d'importantes banques américaines. Les emprunts excessifs, partiellement causés par l'inflation mondiale, ont aussi contribué au problème.

Une véritable crise d'endettement commença en 1982, où le Mexique, un exportateur de pétrole, ne pu honorer que de justesse ses paiements. Seule une vague de restructurations dictées par le Fonds monétaire international (FMI), en coopération étroite avec le Département du Trésor américain, permit le sauvetage des banques multinationales mises en difficulté.<sup>2</sup> Mais l'application mécanique des « remèdes » du FMI a entraîné une détérioration de la situation des populations actives de nombreux pays criblés de dettes - avec un fort taux de chômage, des salaires réels inférieurs, et une couverture sociale en décrépitude. La dette du Tiers-monde a quasiment été multipliée par cinq (en dollars courants) depuis 1982.

Les problèmes du dollar furent masqués par un certain nombre de facteurs dans les années 1980 et 1990. La chute des cours du pétrole, l'effondrement de l'Union soviétique, l'établissement visible d'une suprématie militaire américaine sans concurrence, les étrangers prêts à investir d'importantes sommes d'argent aux Etats-Unis, le déroulement du processus de paix d'Oslo entre l'Israël et la Palestine et les augmentations spectaculaires des cours de la bourse dans les années 1990, ont placé les Etats-Unis à la tête du monde. Mais cela n'a pas empêché les vulnérabilités de s'accumuler. Elles sont maintenant aiguës et, à de nombreux égards, la situation est plus précaire qu'en 1979 :

1. Le pouvoir économique est beaucoup plus diffus qu'à la fin de la deuxième guerre mondiale. La part des Etats-Unis dans la production mondiale représente environ 25 pour cent, la moitié de celle qu'ils avaient en 1945.
2. Les Etats-Unis importent environ 60 pour cent de leurs besoins en pétrole, soit 30 à 40 pour cent de plus que dans les années 1970.
3. Le déficit des paiements courants américain (c'est-à-dire sur le commerce des biens et services, que j'abrège ici par le terme déficit commercial) est maintenant immense : bien supérieur à 400 milliards de dollars en 2002. Il correspond à un rythme annuel d'environ 500 milliards de dollars pour 2003. Dans les années 1970, les Etats-Unis avaient des déficits aussi bien que des excédents, les deux ne dépassant généralement pas environ 20 milliards de dollars par an. Des déficits commerciaux constants pendant plus de deux décennies ont fait passer les Etats-Unis du statut du pays possédant le plus de créances à celui du plus endetté du monde. On peut se représenter un déficit commercial annuel de 500 milliards de dollars en disant qu'il équivaut à la totalité du Produit national brut de l'Inde aux taux de change actuels. Dans un contexte de marchés boursiers en baisse rapide, les étrangers sont moins enclins à financer les énormes déficits commerciaux qui sont partie intégrante de la gabegie économique américaine qui se poursuit. Les perspectives d'arrivée massive de capitaux européens pour financer le déficit commercial américain sont pour le moins sombres. Les investissements étrangers ont décliné, tout comme le dollar américain. La dette étrangère américaine s'accroît rapidement.
4. La seule chose positive à long terme des années 1990, c'est-à-dire les excédents budgétaires américains qui ont émergé à la fin de cette décennie, a maintenant disparu dans le rouge des bilans économiques. La dette fédérale brute américaine dépasse maintenant les 6 000 milliards de dollars, soit environ 60 % du PNB. En 1980, elle était inférieure à 1000 milliards soit environ 33 pour cent du PNB. Les réductions d'impôts qui interviennent en 2003 vont très vraisemblablement compliquer ce problème. Une partie considérable de la dette américaine est détenue par des étrangers.
5. Et ce qui est peut-être encore plus important, l'euro apparaît maintenant comme une alternative crédible, et donc un concurrent possible pour le dollar. Les questions initiales sur sa stabilité, lors de son entrée comme unité de compte en 1999 accompagnée d'une chute face au

dollar, se sont dissipées. En 2002, la valeur de l'Euro a dépassé de 20 pourcent celle du dollar. Le 1<sup>er</sup> janvier 2002, il a été émis sous forme d'une monnaie que les gens peuvent utiliser dans les transactions quotidiennes. Par sa taille économique, la zone euro est comparable aux Etats-Unis. Et, bien que l'Allemagne et la France, les économies les plus importantes de la zone euro, aient connu une faible croissance économique, toutes deux dégagent des excédents commerciaux si bien qu'elles n'ont pas besoin d'entrées de capitaux pour soutenir leur consommation nationale.

La question des ressources pétrolières doit être vue dans le contexte de cette situation économique américaine relativement affaiblie. La maîtrise physique des Etats-Unis sur les ressources pétrolières du Golfe persique, rétablie après la Guerre du Golfe de 1991, a commencé à connaître une érosion importante au milieu des années 1990. La présence à long terme des forces américaines en Arabie Saoudite, la détentrice des plus vastes réserves de pétrole au monde, a été remise en cause violemment par l'organisation Al Quaida d'Oussama ben Laden. Deux attaques ont eu lieu contre les forces américaines stationnées en Arabie saoudite au milieu des années 1990. Elles sont intervenues dans le contexte d'une accentuation de l'opposition populaire saoudienne à la présence américaine. Le gouvernement saoudien a refusé de collaborer pleinement avec les Etats-Unis dans l'enquête sur les attaques des soldats américains en Arabie saoudite. Les cours bas du pétrole ont entraîné un affaiblissement de la politique intérieure du gouvernement saoudien, qui est largement considéré comme corrompu. Pourtant, la présence militaire américaine en Arabie saoudite dépend de ce gouvernement impopulaire qui adhère au fondamentalisme islamique.

Les attaques terroristes contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie en 1998 ont fait passer à un niveau supérieur l'insécurité de la présence américaine en Arabie saoudite. L'Arabie saoudite a continué à financer et à soutenir les Talibans, qui offraient un refuge à Oussama ben Laden qui, comme Saddam Hussein, était un allié des Etats-Unis dans les années 1980. C'est aussi en 1998 que l'introduction de l'euro est devenue une certitude.

Il apparaît que les Etats-Unis aient décidé de se débarrasser de Saddam Hussein en 1998, indépendamment des résultats du désarmement en Irak auquel procédaient les inspecteurs des Nations unies. A cette époque, l'infrastructure physique du programme nucléaire militaire irakien avait été détruite par les inspections. Mais la réponse de l'administration Clinton a été que Saddam Hussein était un dictateur et que les Etats-Unis devaient travailler avec l'opposition irakienne pour se débarrasser de lui. L'Irak a réduit sa coopération avec les inspecteurs au cours de la deuxième moitié de 1998. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont intensifié leurs menaces de guerre. Piégés par cette escalade de la crise, les inspecteurs des Nations unies ont quitté l'Irak en novembre 1998. Les Etats-Unis ont commencé à bombarder l'Irak en décembre, affirmant qu'ils n'avaient pas besoin d'une nouvelle autorisation du Conseil de Sécurité pour le faire.

Le désarmement de l'Irak était un but de guerre qui n'était pas plausible. Au moment où j'écris ces lignes (fin avril 2003), les forces d'occupation américaines n'ont trouvé aucune arme nucléaire, chimique ou biologique. Elles refusent d'autoriser le retour des inspecteurs des Nations unies en Irak. Il est clair également que toute activité de désarmement restant à accomplir en Irak aurait probablement pu être réalisée de manière pacifique, éventuellement

avec l'assistance d'un contingent de police des Nations unies suffisant pour protéger les inspecteurs et les aider à entrer dans les lieux dans l'éventualité où l'accès leur aurait été refusé.

En outre, les inspections de 1991 à 1998 et de 2002-2003 ont montré leur efficacité à réaliser le désarmement. A l'inverse, le bombardement de vastes zones irakiennes depuis 1998, et l'absence d'inspections pendant quatre ans, ont suscité plus de questions et d'incertitudes relatives aux stocks irakiens d'armes de destruction massive et toute absence de mesure de désarmement. Il est possible que la guerre de 2003 contre l'Irak ait accru les chances que des officiels irakiens aient transféré des armes de destruction massive dans d'autres pays. En somme, le lien établi par les Etats-Unis entre guerre, changement de régime et désarmement de l'Irak, est pour le moins peu convaincant. En effet, au cours du débat au Conseil de sécurité des Nations unies en 2003, il a été démontré qu'une partie des arguments en faveur de la guerre avancés par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne reposait sur des éléments forgés de toutes pièces ou de fausses déclarations.<sup>3</sup>

Il existe trois autres liens plus plausibles entre la politique de changement de régime des Etats-Unis et d'autres objectifs. La détermination des Etats-Unis à occuper l'Irak peut avoir trois buts principaux liés au contrôle du pétrole :

1. Exercer un contrôle physique sur le pays dont les réserves de pétrole occupent le second rang mondial - 112,5 milliards de barils de réserves prouvées, et 220 milliards de barils au total de réserves prouvées et possibles - vue l'opposition croissante à la présence militaire américaine en Arabie saoudite.<sup>4</sup>
2. Etablir une présence militaire à long terme dans la région du Golfe persique, de façon à contrôler la principale source d'approvisionnement extérieur de l'Europe de l'Ouest et de la Chine (devenue importatrice de pétrole dans les années 1990). Ceci correspondrait à l'objectif américain visant à empêcher l'une ou l'autre de devenir des rivaux au niveau mondial, ainsi que le suggérait un projet de document du Pentagone sous le premier président Bush, quand Dick Cheney était Secrétaire à la Défense.<sup>5</sup>
3. Garantir, par une occupation physique des réserves de pétrole au deuxième rang mondial et par une présence militaire dans la région du Golfe persique qui pourrait permettre une occupation rapide des champs de pétrole saoudiens, que le prix du pétrole reste libellé en dollars. Autrement dit, l'un des objectifs des Etats-Unis, par le biais du contrôle de l'Irak, soit directement, soit à travers un régime qui serait suffisamment souple sur la question de la politique de fixation des prix du pétrole, est peut-être de devenir un acteur central de l'OPEP, quelles que puissent être ses autres caractéristiques politiques.

La possibilité que les prix du pétrole puissent commencer à être libellés en euros a été démontrée par Saddam Hussein à l'automne 2000. A cette époque, il a demandé et obtenu la permission des Nations unies d'être payé en euros pour le pétrole. Mais sa gesticulation à propos de l'euro n'a pas eu d'effet économique concret parce que l'Irak n'était pas en situation de modifier la politique de fixation des prix du pétrole de l'OPEP. Mais l'OPEP collectivement, l'Iran et la Russie ont tous envisagé de fixer les prix du pétrole en euros.

L'occupation américaine de l'Irak pourrait fournir un répit temporaire au dollar parce que les Etats-Unis peuvent exercer une pression sur l'OPEP pour maintenir la fixation des prix du

pétrole en dollars. Ceci pourrait permettre aux Etats-Unis de continuer à émettre de la monnaie, et dans une certaine mesure d'accumuler des déficits commerciaux et des dettes étrangères.

Les Etats-Unis pourraient également rétablir la capacité d'exportation pétrolière de l'Irak, obliger à une privatisation de la production et des réserves du pétrole irakien, et imposer un rythme à la production pétrolière irakienne et koweïtienne. Ceci pourrait stimuler l'économie américaine en poussant les prix du pétrole à la baisse en 2004, une période d'élections aux Etats-Unis. Néanmoins, bien que cela apporterait d'importants profits aux compagnies pétrolières américaines et constituerait un levier économique commode à court terme du point de vue politique, les problèmes économiques sous-jacents continueraient probablement de s'envenimer au fur et à mesure que les Etats-Unis deviendraient endettés jusqu'au cou, et dépendants de leurs déficits commerciaux et des entrées de capitaux pour maintenir le niveau de consommation national.

Même avec la mainmise sur le pétrole irakien, l'avenir du dollar dépendra dans une large mesure des décisions prises en dehors du domaine du pétrole du Golfe persique. L'arrivée de capitaux aux Etats-Unis, pour financer le commerce américain et une partie des déficits budgétaires, dépend de la confiance dans la valeur du dollar, qui a baissé vis-à-vis de l'euro. Des décisions par la Russie, l'Iran et le Venezuela visant à libeller une partie ou la totalité de leur pétrole en euros pourraient aussi provoquer une liquidation du dollar. Ces facteurs pourraient précipiter une spirale descendante dans laquelle de plus en plus d'individus et d'institutions abandonneraient leurs dollars pour des euros, de l'or ou d'autres actifs, ce qui entraînerait l'aggravation de la baisse de la valeur du dollar et la poursuite des ventes de dollars. Une forte augmentation des taux d'intérêt ou des impôts (ou des deux) aux Etats-Unis serait sans doute nécessaire pour renverser une telle tendance. La récession économique que cela précipiterait pourrait bien être plus grave que celle du début des années 1980.

La poursuite des politiques américaines visant à empêcher l'émergence de l'euro comme rival au niveau mondial pourrait également obliger à une poursuite des démonstrations de force militaires par des menaces, des guerres, des occupations, la mise en place de régimes satellites, et d'importantes dépenses militaires. Les conséquences d'une telle tournure des événements pourraient être dévastatrices pour le monde, y compris pour les Etats-Unis. Cela dépend de la façon dont chacun obéit aux ordres des Etats-Unis sur les questions les plus cruciales (« si vous n'êtes pas avec nous, vous êtes contre nous »). Mais dans un monde débordant de matières nucléaires et d'armes atomiques, la prolifération nucléaire pourrait s'avérer un résultat plus probable que la capitulation, au moins dans certains cas.

La mention du nom de l'Iran comme membre de « l'axe du mal » et la guerre contre l'Irak ont probablement renforcé le lobby pro nucléaire militaire en Iran. Un tel renforcement du lobby pro nucléaire s'est fait en Inde quand les Etats-Unis ont envoyé un porte-avions doté d'armes nucléaires en Baie du Bengale, pour donner un signe de soutien au Pakistan pendant la guerre Inde-Bangladesh en 1971. Des signes de plus en plus nombreux indiquent que le Japon envisage actuellement plus sérieusement d'acquérir des armes nucléaires.<sup>6</sup> Etant donné l'écrasante supériorité des forces conventionnelles des Etats-Unis et leur tendance actuelle à faire d'abord la guerre et à poser les questions ensuite, d'autres pays pourraient chercher à acquérir des armes nucléaires.<sup>7</sup>

Ni le triomphe solitaire d'un dollar impérial, ni la confrontation entre le dollar et l'euro pour une domination monétaire mondiale, ne sont souhaitables. Tous deux font courir au monde des risques graves. Le commerce et l'investissement peuvent être poursuivis au niveau mondial avec des instruments monétaires qui sont beaucoup plus équitables. Par exemple, les taux de change des devises peuvent être fixés sur la base de leur valeur sous-jacente, c'est-à-dire sur la productivité moyenne de leurs travailleurs telle qu'elle se traduit dans le pouvoir d'achat de biens et services réalisés localement.<sup>8</sup> Un tel système serait plus équitable pour les travailleurs et réduirait l'incitation à l'émigration pour raisons économiques.

Bien sûr, la mise en place d'une orientation tendant à une équité monétaire qui encouragerait un commerce équitable, demanderait une lutte immense, car elle menacerait les immenses profits obtenus par les multinationales grâce à la main d'œuvre et aux ressources bon marché. Mais il est aussi nécessaire de définir les dispositions monétaires qui peuvent accompagner un monde plus juste, de la même manière que les aspects spécifiques du commerce équitable ou du désarmement nucléaire ont été amplement débattus.

Une nouvelle conférence monétaire mondiale, un deuxième Bretton Woods, au cours de laquelle les gouvernements et les peuples pourraient discuter de la façon dont les affaires monétaires et financières du monde peuvent être organisées plus équitablement, est maintenant une nécessité non seulement en termes de justice économique mais aussi de paix. L'alternative est un dollar imposé au monde par la diplomatie du « choc et de l'effroi ».

#### Lectures recommandées

1. Pierre Vilar, *History of Gold and Money 1450-1920*. Londres : Verso, 1990 réédition. Il s'agit du meilleur livre que je connaisse pour faire comprendre les relations entre impérialisme, monnaie mondiale et or.
2. Pour des documents d'information compréhensibles sur la mondialisation et d'autres questions économiques, consulter le site Internet du *Center for Popular Economics*, <http://www.populareconomics.org/> ainsi que le site de *50 Years is Enough*, <http://www.50years.org/>
3. En ce qui concerne les théories propres au FMI sur la question de la balance des paiements, voir *The Monetary Approach to the Balance of Payments*. Washington, D.C.: Fonds monétaire international, 1977.
4. Arjun Makhijani, *From Global Capitalism to Economic Justice*, New York: Apex Press, 1992, réimpression in 1996. Seconde édition prévue en 2003. Les chapitres 3 et 11 comprennent des analyses de l'impérialisme monétaire et de ce qui peut être fait à ce propos. A l'annexe A, un article de 1986 par Arjun Makhijani et Robert S. Browne intitulé "Restructuring the International Monetary System" (publié alors par le *World Policy Journal*), comporte une critique de l'approche du FMI sur la balance des paiements et une analyse des dispositions d'un système monétaire mondial plus équitable

#### LES NOTES BAS DE PAGE

<sup>1</sup> Pierre Vilar, *A History of Gold and Money, 1450-1920*, traduit en anglais par Judith White.

(Londres, Verso, réimpression de 1990)

2 Les sièges du FMI et de la Banque mondiale étaient très commodément situés à Washington, D.C., à quelques rues du Département du Trésor, de façon à ce qu'une telle coordination puisse s'effectuer facilement.

3 Les pièces à conviction sur cette question sont résumées dans l'article de Raymond Whitaker, "Revealed: How the Road to War Was Paved with Lies: Intelligence agencies accuse Bush and Blair of distorting and fabricating evidence in rush to war," *The Independent*, April 27, 2003, on the web at <http://news.independent.co.uk/world/politics/story.jsp?story=400805>

4 Michael Klare, "Oiling the Wheels of War," *The Nation*, 7 octobre, 2002. Pour des données sur le pétrole consulter le site de l'Energy Information Administration sur <http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/iraqfull.html>.

5 "Excerpts from the Pentagon's Plan: 'Prevent the Re-Emergence of a New Rival'," *New York Times*, 8 mars 1992.

6 Dan Plesch, "Without the UN Safety Net, Even Japan May Go Nuclear," *The Guardian*, 28 avril 2003.

7 Greg Easterbrook, "American Power Moves Beyond the Mere Super," *New York Times*, Week in Review Section, 27 avril 2003, p. 1.

8 Repris de Arjun Makhijani, *From Global Capitalism to Economic Justice*, New York, Apex Press, 1992.

---

## **Capitalisme et liberté : Une critique des thèses de Milton Friedman**

Par Arjun Makhijani<sup>1</sup>

La théorie qui établit un lien entre capitalisme et liberté a été excellemment exposée dans le livre *Capitalisme et Liberté* de Milton Friedman, dans lequel il définit le sujet pour les champions modernes d'un capitalisme sans entraves. La liberté - la possibilité de faire des choix dans la vie personnelle, religieuse, économique, sociale et politique - ne peut pas, selon lui, être étendue à tout le monde.

La liberté n'est un objectif réalisable que pour des individus responsables. Nous ne croyons pas à la liberté des fous ou des enfants. La nécessité d'établir une limite entre les individus responsables et les autres est incontournable, et pourtant cela signifie qu'il y a une ambiguïté fondamentale dans notre objectif ultime de liberté. Le paternalisme est incontournable pour ceux

que nous qualifions d'irresponsables.<sup>1</sup>

Friedman ne nous dit pas précisément à qui renvoie ce pronom « nous » dans sa phrase « nous qualifions ». La question de savoir qui est responsable et qui ne l'est pas, et le processus par lequel une telle classification peut être effectuée mérite à coup sûr un traité, mais je voudrais l'aborder brièvement ici dans l'espoir que le Professeur Friedman engagera un dialogue sur ses thèses.

Je me permettrais tout d'abord de dire que je suis d'accord avec lui sur certains des concepts qu'il expose. Il existe bien un lien entre responsabilité et liberté. Ainsi, les bébés ne sont manifestement pas libres et ne peuvent être tenus pour responsables de leurs actes. Les êtres humains deviennent libres et responsables (ou non) au cours du processus social du passage à l'âge adulte.

Certains de ses exemples ne peuvent être contredits. Infliger une violence à ses voisins est irresponsable, par exemple. Friedman fait remarquer « [qu'] il n'y a pas grande difficulté à obtenir une quasi-unanimité autour de la proposition consistant à dire que la liberté d'un homme à commettre l'assassinat de son voisin doit être sacrifiée pour préserver la liberté de vivre de cet autre homme. »

Mais d'autres exemples peuvent s'avérer plus difficiles pour les fervents du capitalisme mondial. Par exemple, les hommes non dénombrés des pays occidentaux et du Japon qui parcourent le monde pour maltraiter des enfants vendus sur le marché international du sexe méritent-ils d'être qualifiés de « responsables » et d'être autorisés à franchir les frontières sans entraves, ou presque, à leur mobilité ? Ou doivent-ils au contraire être jugés pour viol qualifié ou agression sexuelle, ce qui a été l'opinion d'un juge français en octobre 2000 concernant les activités d'un touriste sexuel français en Thaïlande ?

Friedman aborde aussi le problème de la pollution, qui crée des « effets de voisinage » négatifs comme quand quelqu'un pollue un cours d'eau et « oblige dans les faits les autres à échanger une eau de bonne qualité pour une mauvaise. » De fait, en s'inspirant auprès d'Einstein, on pourrait étendre l'idée spatiale des effets de voisinage à la dimension temporelle parce qu'imposer des effets nuisibles aux générations futures est également irresponsable. Ceci nous conduit également à quelques questions difficiles. Par exemple, faut-il qualifier d'irresponsables ceux qui entraînent la terre vers un changement climatique probablement massif et irréversible ? Dans ce cas, qui est qualifié pour les placer dans cette catégorie ? Comment devrait-on mettre un frein à leur liberté ? Faut-il imposer des limites à la consommation de combustibles fossiles, la principale source d'accumulation des gaz à effet de serre ? Comment et par qui ? Et les principaux pollueurs doivent-ils jouer le rôle de gardiens paternels veillant sur la planète ?

La folie présente également d'épineux problèmes. On admet généralement l'existence de cas où des personnes sont la proie de délires violents, sont des fous dangereux, et dont la liberté d'action doit être limitée par la société dans la mesure où il est nécessaire pour elle de protéger ses autres membres (et peut-être aussi eux-mêmes). Mais dans la mesure où tous les fous ne sont pas sujets à la violence, ce n'est pas de la folie en tant que telle, mais des *délires*

*violents* dont la société doit se protéger (mais pas seulement de ces délires violents).

Il y a encore d'autres complications. Si nous devons progresser dans le sens de la concrétisation de l'idée jeffersonienne d'une moralité unique pour tous, « que l'on agisse isolément ou collectivement », la notion de lien entre liberté et responsabilité doit être étendue aux collectivités d'êtres humains. Une grande part de la violence qui a entraîné une restriction de la liberté des gens a émané d'institutions politiques, économiques et militaires. Comment pouvons-nous déterminer si la violence de ces collectivités de gens (organisées sous forme d'Etat, d'église, d'entreprises, de clubs ou autres) est sensée et responsable, ou délirante et donc folle, justifiant des restrictions de leur liberté d'action ? Dans quelles circonstances la responsabilité collective se dissout-elle dans l'irresponsabilité, obligeant ainsi à des restrictions de liberté ?

Etant donné l'état violent et alarmant du monde, et l'empressement des Etats-Unis à se parer du costume impérial, ces questions sont urgentes. Mais elles plongent profondément leurs racines dans le passé. Les impérialistes ont cherché à justifier le génocide, le meurtre et la conquête en dépeignant leurs victimes comme infantiles, irresponsables, non civilisées, inaptes ou mêmes folles. Les peuples autochtones des Etats-Unis qui ont survécu, par exemple, ont été placés sous l'autorité « paternelle » de ceux qui ont massacré leurs frères et sœurs.

Notons que l'état de la société ou le degré de civilisation des victimes n'est pas la question posée ici. La question ici est de savoir si une structure civilisationnelle dans laquelle la violence génocidaire, les ruptures de traités et l'esclavage ont joué un si grand rôle peut aujourd'hui être considérée comme responsable. Aucun processus raisonnable ou responsable ne peut faire retomber les péchés des pères sur leurs enfants. Mais nous pouvons sûrement nous demander si les traits distinctifs de cette culture politico-militaro-économique persistent dans le système en place et dans quelle mesure ils le dominent.

Plus particulièrement, existe-t-il une composante délirante violente dans des idées telles que la « destinée manifeste », qui a été utilisée pour justifier le génocide par le passé, et qui maintient encore son emprise aujourd'hui ? Et si une telle tendance existe, présente-t-elle des similitudes avec, par exemple, la violence délirante des poseurs de bombes kamikazes d'Al Quäida ? Ou s'agit-il d'une violence qui n'est pas délirante, mais qui vise un gain matériel aux dépens des autres ? Ou s'agit-il d'un mélange des deux ?

Le « principe d'exception » américain semble représenter justement un tel mélange. Il se présente sous diverses combinaisons de Dieu, patrie, christianisme, liberté de marché et de civilisation et a été présent sous diverses apparences bien après la période à laquelle les Européens se sont installés à travers les Etats-Unis, pendant la période de la Guerre froide, et maintenant pendant la Guerre contre le terrorisme.

Prenons par exemple le coup d'Etat militaire de 1973 au Chili. Henry Kissinger, alors conseiller du Président Nixon pour la Sécurité nationale, considérait que le penchant à gauche des Chiliens en faisait des irresponsables. Dans une citation, censurée par l'Agence centrale du renseignement américaine (CIA), dans un livre sur cette agence, il aurait dit en 1970 : « Je ne vois pas pourquoi nous devrions rester plantés là à regarder un pays devenir communiste du fait de l'irresponsabilité de son propre peuple. »<sup>2</sup> Ainsi, lorsque les Chiliens ont voté pour Salvador

Allende, ils ont été condamnés par le coup d'Etat paternaliste du 11 septembre 1973. Tout comme le supposé paternalisme du gouvernement américain vis-à-vis des Nations amérindiennes, le coup d'Etat chilien a supprimé la liberté de millions de personnes. Il a conduit au meurtre de milliers de personnes avec le soutien du gouvernement. Il est donc naturel que, bien que certains pensent que Henry Kissinger représente l'essence même de la responsabilité moderne (par exemple, en novembre 2002, le Président Bush l'a nommé à la présidence de la commission d'enquête sur les crimes du 11 septembre 2001)<sup>3</sup>, d'autres pensent qu'il y a suffisamment d'éléments pour qu'il soit jugé comme criminel pour des actions entreprises dans le cadre de ses fonctions officielles.<sup>4</sup>

Une grande partie de l'édifice bâti par Milton Friedman pour associer capitalisme et liberté est construite à partir d'une dose libérale, si l'on peut dire, de mythologie capitaliste, et non pas sur une réalité économique, politique et militaire. Dans la mythologie capitaliste, des individus libres se rencontrent sur un marché. L'égalité naturelle entre ces individus est implicite. Les capitalistes possèdent généralement de petites sociétés en compétition, bien que les monopoles soient quelquefois possibles. Le livre de Milton Friedman, *Capitalisme et Liberté*, ne contient aucun examen critique de sujets tels que l'impérialisme, les armes nucléaires, le génocide ou l'esclavage moderne.

Dans le monde mythologique de Friedman de *Capitalisme et Liberté*, les armées ne servent réellement qu'à la défense. Les sociétés multinationales avec des revenus plus importants que le produit national brut de la plupart des pays, qui peuvent louer - et louent réellement - les services d'armées privées (pour ne rien dire de ceux qui louent les services de gouvernements), n'existent pas. Les famines créées par l'impérialisme n'existent pas. Le partage de pays ou de régions du monde, à la suite d'une politique de division pour régner et d'autres commodités impérialistes, n'existe pas. Les menaces nucléaires des Etats capitalistes pour le contrôle des ressources des autres n'existent pas. Les coups d'Etat de la CIA et les *Schools of the Americas*, où sont formés des dictateurs et des tortionnaires impitoyables, n'existent pas.

Un général à la retraite, Smedley Butler, ne montrait pas autant de réticence au cours des années 1930 :

Je ne repartirai pas à la guerre, comme je l'ai fait, pour protéger quelques investissements minables des banquiers. Il n'y a que deux choses pour lesquelles nous devrions nous battre. L'une est la défense de nos foyers et l'autre est la Déclaration des droits de l'homme (Bill of Rights).<sup>5</sup> Une guerre pour tout autre raison n'est qu'un racket.

...

[...] J'ai passé trente-trois années et quatre mois en service actif en tant que membre de la force militaire la plus souple de ce pays, le Corps de Marines. [...] Et pendant cette période, j'ai passé le plus clair de mon temps à être un homme de main de haut niveau, pour les grandes entreprises, Wall Street ou les banquiers. En somme, j'ai été un racketteur, un gangster pour le capitalisme.

...

[...] Quand j'y repense, j'ai l'impression que j'aurais pu rendre des points à Al Capone. Au mieux,

il a réussi à exercer son racket dans trois districts. Je l'ai fait sur trois continents.

Le même système est encore en place. Par exemple, des armes nucléaires ont été mises en état d'alerte à plusieurs occasions quand les Etats-Unis ont voulu affirmer leur pouvoir et domination dans le Tiers-monde. Lors d'une de ces occasions, les bombardiers nucléaires américains ont été envoyés clandestinement au Nicaragua deux mois avant le coup d'Etat financé par la CIA au Guatemala, surtout pour le bénéfice de la société, *United Fruit*. Les résultats de cette démonstration de puissance ont été catastrophiques pour le peuple du Guatemala, particulièrement pour ses peuples autochtones, et plus de 200 000 personnes ont été tuées.

Attardons-nous seulement sur un massacre. Les soldats du gouvernement sont arrivés en 1982 dans le village de Sacuchum, au sommet d'une montagne. Ils ont dépouillé les villageois, ont violé une vingtaine de femmes et ont emmené avec eux 44 hommes. Ils leur ont coupé la langue, ouvert la gorge et les ont tous tués. Plus tard ils en ont tué encore huit. Ils ont ainsi fait cinquante-deux veuves et plus d'une centaine d'orphelins. Les journaux ont annoncé qu'il s'agissait de guérilleros qui étaient morts au combat. Il n'y avait, bien sûr, aucune autorité à laquelle rendre compte d'un tel massacre puisque c'étaient les autorités qui l'avaient commis. Ils ont pu raconter leur histoire pour la première fois à un auteur américain qui a révélé au monde leur terreur en 2002.<sup>6</sup> Comment le soutien et la complicité du gouvernement américain à un crime à grande échelle au Guatemala, reconnu par le Président Clinton en 1999,<sup>7</sup> peut-il correspondre à l'idée de responsabilité ou celle de s'ériger en juge d'un autre allié d'un temps, Saddam Hussein, qui a lui aussi pratiqué une brutalité et une terreur similaires ?

La guerre américaine contre l'Irak et les déclarations qui l'ont accompagnée, fusant rapidement et sous de multiples formes pour indiquer que quiconque oserait défier les Etats-Unis risquerait la même dévastation, représentent les dernières démonstrations de la « destinée manifeste ». C'est peut-être la plus effrayante, parce qu'elle intervient à un moment où l'incitation à dominer le monde en recourant à des menaces allant de la subversion à l'annihilation nucléaire, s'est propagée des hauts lieux de la civilisation aux grottes d'Afghanistan.

Des gouvernements, notamment celui des Etats-Unis, ont affirmé que leurs actions en temps de guerre ne peuvent pas être jugées parce qu'elles sont accompagnées d'une « immunité souveraine » par rapport aux procédures judiciaires. Mais la sanglante histoire des temps modernes, qui a amené et maintient le monde au bord de l'abîme nucléaire, ne justifie pas la prolongation de cette immunité, si tant est qu'elle ait été un jour justifiée. Les procès de Nuremberg après la Deuxième Guerre mondiale laissent supposer que cela n'a jamais été le cas. La réalité présente est que le pays le plus puissant du monde, les Etats-Unis, le seul pays qui a utilisé des armes nucléaires pour réduire des cités en cendres, revendique le droit de faire la police du monde, à peu près sans restriction, même s'il relègue le respect de ses propres obligations dans le cadre des traités au statut de simple commodité politique.

Si le fait de détenir le pouvoir n'est pas une preuve de vertu, les pays qui refusent de souscrire à la Cour criminelle internationale doivent alors être écartés des rôles dirigeants dans les affaires du monde. Il n'est plus admissible que la guerre soit un racket dans lequel la seule justice est celle qui est dictée aux perdants par les vainqueurs. Il est temps que le peuple prive la

machinerie de l'Etat de sa liberté d'assassiner comme bon lui semble. Il est temps de déclarer que les armes nucléaires sont dangereuses quels qu'en soient les détenteurs.

Les gouvernements doivent être soumis aux mêmes liens entre liberté et responsabilité que ceux qui s'appliquent aux individus. Ceci doit jouer une part essentielle dans la lutte pour la démocratie mondiale et la restructuration des institutions dont nous avons besoin pour une gouvernance responsable et comptable de ses actes, pour la sécurité et la liberté. L'idéal jeffersonien d'une moralité unique pour chacun « qu'il agisse individuellement ou collectivement », sous-tendant la démocratie mondiale, trouve, aujourd'hui, des expressions pratiques, la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Cour criminelle internationale en sont, de loin, les plus importantes.

Dans le contexte de la démocratie mondiale, la Cour criminelle internationale est bien placée pour enquêter et prendre des décisions sur un manque de responsabilité à un degré tel qu'il justifie une privation de liberté quand on en arrive aux « crimes les plus graves qui touchent la communauté internationale dans son ensemble. » Des gens déterminés en Grande-Bretagne se sont déjà attelés à la longue tâche de faire de cela une réalité, en engageant une enquête pour transmission au procureur de la Cour visant à établir si des crimes de guerre ont été commis par le Premier Ministre Tony Blair et ses ministres de la Défense et des Affaires étrangères au cours de la récente guerre en Irak.<sup>8</sup>

#### LES NOTES BAS DE PAGE

<sup>1</sup> Friedman, *Capitalism and Freedom* (Chicago: University of Chicago Press, 1982), p. 33.

<sup>2</sup> Seymour M. Hersh, "Censored Matter in Book About C.I.A. Said to Have Related Chile Activities," *New York Times*, 11 septembre, 1974.

<sup>3</sup> Il a démissionné avant le début des travaux de la commission parce qu'il ne voulait pas rendre publics les noms de sa société de conseil.

<sup>4</sup> Christopher Hitchens, *The Trial of Henry Kissinger* (London, New York: Verso Books, 2001).

<sup>5</sup> Définition de *Bill of Rights* donnée par Dictionnaire Larousse Anglais-Français, édition 1993 : « les dix premiers amendements à la Constitution américaine garantissant, entre autres droits, la liberté d'expression, de religion, et de réunion. »

<sup>6</sup> Daniel Wilkinson, *Silence on the Mountain: Stories of Terror, Betrayal, and Forgetting in Guatemala* (Boston: Houghton Mifflin, 2002), pp. 199-216.

<sup>7</sup> Charles Babington, "Clinton: Support for Guatemala Was Wrong" *Washington Post*, 11 mars 1999. p. A1. En ligne sur <http://www.washingtonpost.com/wp-srv/inatl/daily/march99/clinton11.htm>. Voir également, Douglas Farah, "Papers Show U.S. Role in Guatemalan Abuses," *Washington Post*, 11 mars 1999. p. A26. En ligne sur <http://www.washingtonpost.com/wp-srv/inatl/daily/march99/guatemala11.htm>.

<sup>8</sup> Il s'agit du groupe britannique « Public Interest Lawyers » (Avocats de l'intérêt public)

Voir [http://www.publicinterestlawyers.co.uk/iraq\\_war\\_crimes.htm](http://www.publicinterestlawyers.co.uk/iraq_war_crimes.htm). Les Etats-Unis ont retiré leur signature de la CCI et n'en sont pas partie. Dix-neuf victimes irakiennes de la Guerre contre l'Irak cherchent à porter leurs accusations de crimes de guerre contre le général Tommy Franks devant une cour belge ; Le gouvernement américain a déclaré que l'enquête constituerait « un abus du système judiciaire à des fins politiques. » Constant Brand, "Iraq War Victims to File Case Vs. Franks," *Seattle Post-Intelligencer*, 29 avril 2002, sur [http://seattlepi.nwsourc.com/national/apmideast\\_story.asp?category=1107&slug=Iraq%20War%20Crimes](http://seattlepi.nwsourc.com/national/apmideast_story.asp?category=1107&slug=Iraq%20War%20Crimes).

---

Crédits pour ce numéro:

- Traduction: Annike Thierry, avec la collaboration de: Jean-Luc Thierry et Annie Makhijani.
  - Rédactrice en chef: Lisa Ledwidge.
  - La version anglaise de ce numéro a été publiée en juin 2003.
- 

[Énergie et Sécurité Index](#)

[IEER page d'accueil](#)

**L'Institut pour la Recherche sur l'énergie et l'Environnement**

Envoyez vos impressions à [la rédactrice en chef](#), *Énergie et Sécurité*  
Takoma Park, Maryland, USA

*Mise en place décembre 2003*